

LA
REVUE
DE LA
PRESSE
PARAISANT TOUS
LES JEUDIS


25 cent. le numéro

Administration : 3, rue Merle-d'Aubigné, Genève

Téléphone 82.48 . Compte de chèques I.1301

BIBLIOGRAPHIE

Un numéro spécimen des périodiques renseignés est envoyé sur demande faite à l'éditeur ci-dessous.

TITRE	ÉPOQUE DE PARUTION ou AUTEUR	OBJET	PRIX POUR LA SUISSE				ÉDITEUR
			du Num°	Abonnements de			
				3 mois	6 mois	1 an	
La Revue de la Presse L'Après-Guerre Schweiz. Monatshefte La France Champion du Droit (Vol.) Das Neue Europa	Tous les jeudis Le 1 du mois Les 1 et 15 du mois	Extraits des grands journ. eur.	0 25	— —	4 50	9 —	3, rue Merle-d'Aubigné, Genève 26, rue de Bourg, Lausanne 44, Länggasse, Berne
		Articles document., statistiques Revue littéraire.	0 30	3 —	5 50	10 —	
	P.-H. Loyson. Tous les mois	Conférences Revue polit. et écon.	0 40	3 75	7 —	13 —	23, rue Kléberg, Genève. Seefeldstr., 47, Zurich
1 20	—	—	—	—			
0 50	—	2 50	5 —	—			

La Revue de la Presse

PARAISSANT TOUS LES JEUDIS

JOURNAL IMPARTIAL, PUBLIANT DES EXTRAITS
DE JOURNAUX DU MONDE ENTIER :: ABONNÉS

:: :: :: :: DANS TOUS LES PAYS :: :: :: ::

PUBLICITÉ DE PREMIER ORDRE

pour toute entreprise désirant donner de l'extension
-- à ses produits en Suisse et à l'Étranger --

Les annonces sont reçues exclusivement par

ORELL FUSSLI-PUBLICITÉ

1, RUE DU COMMERCE - GENÈVE

Téléphone 20-50

Succursales à Lausanne, Neuchâtel, Bâle, Berne, Soleure, Zurich, etc.

La Revue de la Presse

PARAISANT TOUS LES JEUDIS

LES ANNONCES

sont reçues par la S. A. Agence Suisse de Publicité

ORELL FUSSLI & Cie

Rue du Commerce, 1, Genève

et dans ses succursales de

Lausanne, Neuchâtel, Berne, Zurich, Bâle, Soleure, etc.

Tarif des Annonces:

Pour l'espace d'une ligne corps 8:

Suisse . . . 30 centimes.

Etranger . . 40 »

Réclames 100 »

Le tarif est majoré pour des emplacements spéciaux.

ABONNEMENTS

(payables en monnaie suisse)

Suisse par semestre Fr. 4.50

Etranger 5.50

PRIX DU NUMÉRO

Suisse 25 centimes

Etranger 30 »

1^{re} Année

28 Juin 1917

N° 20

FRANCE

Le Temps:

On n'a pas besoin de justifier la chute de Constantin. Il a pris soin de la justifier lui-même, pendant plus de deux ans, en étalant comme des bravades toutes ses illégalités et toutes ses trahisons.

La dette publique devenait énorme, le commerce était arrêté, le territoire envahi; car le roi avait imaginé de maintenir l'armée mobilisée tout en restant neutre, et de provoquer les Alliés tout en restant à leur merci, de sorte qu'il cumulait les catastrophes de la guerre avec celles de l'inaction. Le pays lui aurait volontiers demandé des comptes: on l'a bien vu quand les habitants d'Elassona, délivrés par nos troupes, ont eu pour première idée de proclamer sa déchéance. Mais une population désarmée était impuissante, en face des bandes que l'état-major royal avait organisées avec l'argent allemand. C'est du dehors seulement que pouvait venir la délivrance de la Grèce, comme ses meilleurs citoyens l'avaient montré en allant former un gouvernement patriote à Salonique. En apportant la délivrance, les puissances protectrices ont rempli leur devoir.

Elles ont servi en même temps l'intérêt légitime des alliés. Car la prétendue neutralité de Constantin n'était faite que de conspirations et de guet-apens.

Il avait l'obligation de soutenir la Serbie et il l'a laissé écraser. Son gouvernement avait appelé les troupes franco-anglaises à Salonique, mais elles y étaient à peine qu'il les entourait de ses propres troupes, comme pour les faire prisonnières, et que son président du conseil parlait de les interner. Il refusait de remettre ses forts de Macédoine aux alliés, mais il les a livrés aux Bulgares. Pour embarrasser l'Entente, il lui avait demandé de garantir la possession de Cavalla à la Grèce; mais il a abandonné aux Bulgares et Cavalla, et les troupes du général Hadjiopoulos.

Changement de politique? Non, trahison. Trahison aussi en septembre dernier: tandis que le général Sarrail préparait une offensive, le palais royal d'Athènes communiquait à l'ennemi, par télégraphie sans fil, notre plan de concentration, et les Bulgares en profitaient pour devancer notre action. Trahison encore le 1er décembre, quand les marins alliés, qui débarquaient en vertu d'un accord conclu avec le roi, étaient reçus à coups de mitrailleuses. Trahison toujours, quand Constantin, qui craignait nos représailles, appelait au secours les Allemands, discutant avec eux un plan d'attaque concertée contre l'armée d'Orient.

Exiger l'abdication de Constantin, c'était une question de principe. L'obtenir, c'était une question d'opportunité. Mais pour saisir l'opportunité, il fallait vouloir le principe. Le mérite de M. Ribot a été de vouloir.

Et de vouloir avec persévérance. Ceux qui voient l'histoire du dehors se figureront que la révolution russe, l'entrevue de Saint-Jean-de-Maurienne et les conversations de Londres devaient nécessairement amener, par une sorte d'enchaînement mécanique, la solution du problème grec. La postérité, qui connaîtra dans le détail les événements de ces jours derniers, ne sera pas du même avis.

Le Figaro:

Je tiens pour probable qu'une fois en Suisse, se sentant à l'abri et loin de ces plaines de Thessalie où il prit jadis la fuite devant un champ de coquelicots qui lui semblaient les fez de soldats ottomans en marche, Constantin attestera le vieux dieu du kaiser qu'il n'a point renoncé à la couronne au jour anniversaire de la prise de Constantinople par les Turcs, ses alliés d'aujourd'hui. A la vérité, il n'a pas été moins valablement révoqué par les puissances protectrices de qui il tenait son royaume qu'un sous-préfet, qui a commis des sottises, par le ministre de l'intérieur de qui dépendent les sous-préfets. Mais ce mari voudra n'avoir été que chassé et il annoncera son retour avec la victoire prochaine des Allemands, des Bulgares et des Turcs.

L'accorde volontiers à ces messieurs du Protocole qu'une abdication en règle, dûment notariée, de Constantin et du diadoque, se serait mieux présentée que la simple lettre de M. Zaïmis au haut commissaire. L'affaire a été un peu bâclée, mais pouvait-elle ne pas être bâclée? Il me sera permis de dire, après les journaux anglais, que «M. Jonnart a rencontré de grands obstacles et que, ce jour-là, les capitales alliés furent accablées de télégrammes effrayés qui annonçaient qu'une tentative pour éloigner le roi Constantin de son trône serait suivie aussitôt d'une guerre civile et qu'Athènes serait inondée de sang». Il fallait donc agir vite. Quelqu'un aurait bien pu suivre un célèbre conseil et se méfier de son premier mouvement, qui était le bon.

L'Echo de Paris:

L'œuvre de réparation, à laquelle le gouvernement français a efficacement travaillé, dépend désormais de la Grèce elle-même.

La lettre du roi Alexandre ne peut avoir qu'un sens: elle signifie qu'il est prêt, en convoquant la Chambre régulièrement élue le 13 juin 1915, à choisir comme président du conseil M. Venizelos, et à lui laisser la plénitude des pouvoirs que comporte la Constitution. La veille du jour où la Chambre qui va maintenant ressusciter allait renverser le cabinet Zaïmis, M. Venizelos définissait du haut de la

tribune le régime légal de la Grèce, tel qu'il a été pratiqué pendant un demi-siècle: «La république présidée par un roi», disait-il, et M. Zaimis ne le contredisait point. Voilà ce qu'il s'agit de restaurer, si l'on veut observer la chartre constitutionnelle dont Alexandre Ier se déclare le «fidèle gardien», et si l'on veut reconstituer l'unité nationale, dont il suit le rétablissement «avec un vif intérêt».



Le Journal des Débats:

Les leçons qui ont instruits la Grèce doivent instruire aussi les Alliés. Sur ces fronts balkaniques où tous leurs intérêts sont solidaires, eux aussi ont besoin d'être unis et résolus. Les positions qui sont nécessaires à l'Italie sur la rive orientale de l'Adriatique ne lui appartiennent solidement que si la Grèce est préservée d'une invasion bulgaro-germanique. L'effort des Russes et des Roumains n'est possible que si l'armée d'Orient retient une grande partie de l'armée bulgare.

Protéger l'Abanie sans garder la Macédoine, souhaiter une victoire aux Russes sans prendre la peine d'inquiéter les Bulgares, ce serait vouloir des choses contradictoires, et la contradiction ne mène point au succès. Pour vaincre, dans les Balkans comme ailleurs, il faut faire bloc.

Le Figaro:

Mais comment? Suffira-t-il de payer Venizelos d'un portefeuille? Vous ne l'avez pas regardé, vous le prenez pour un autre. Venizelos, c'est la politique de Venizelos. L'Allemagne lui a barré la route. L'Entente se doit de la lui rouvrir.

Par pur esprit d'équité? Oui ou non, selon que vous confondez les intérêts permanents et supérieurs avec la justice, ou que vous distinguez entre les justices et les intérêts de deuxième classe.

Je n'ai point méconnu le rôle historique et méditerranéen de l'Italie aux temps de Crispi. Pareillement, j'ai dit ici, à plus d'une reprise, que le crime des crimes de Constantin, c'était de faire d'un facteur de civilisation et de liberté, de l'hellénisme essentiel à l'équilibre de la Méditerranée et de l'Orient, une satrapie allemande.

Cela était vrai il y a deux ans, quand la Russie avait des autres puissances de l'Entente la promesse de Constantinople. Cela n'a point cessé d'être vrai aujourd'hui que, d'une part, l'Italie est entrée dans la grande guerre des peuples avec de légitimes ambitions asiatiques et méditerranéennes qu'elle ne manquera point de préciser et de plaider, au jour voulu, devant le Congrès des nationalités et des démocraties victorieuses, et que, d'autre part, la Russie ayant déclaré renoncer non pas aux Détroits, indispensable porte sur la mer libre, mais à Tsargrad, le problème, resté le même sous une autre forme, c'est toujours de savoir si Constantinople sera Stamboul ou Byzance, turco-allemande ou gréco-latine...

Le rêve grec a été de réveiller dans «Agia Sophia» le vieux prêtre, toujours vivant dans la muraille de Justinien, comme Barberousse dans sa caverne, pour qu'il vienne achever à l'autel la messe commencée il y a cinq siècles. Le rêve italien, c'est de transporter à Rome l'héritage de la République de Venise, du lion ailé.

Deux «grandes idées». Inconciliables? Pourquoi? M. Sonnino, dans son récent discours, a dit excellemment: «Les intérêts méditerranéens de l'Italie reposent sur le principe de l'équilibre et de l'égalité entre les puissances.» Les nôtres aussi, et ceux des Anglais, et tous les autres. Mais idées réalisables seulement par la défaite de l'Allemagne. Donc, d'abord, bataille!

L'Heure:

Le chef de l'extrême gauche du parti socialiste suisse,

le citoyen Robert Grimm, vient d'être expulsé de Russie. Disons en passant qu'il lui a fallu déployer un zèle bien intempestif pour attirer sur lui des rigneurs inusitées. Mais peut-être se sentait-il obligé de donner des gages à l'Allemagne et marchait-il à la cravache. L'Allemagne est exigeante envers ses agents, et son manque de psychologie lui fait souvent dépasser le but.

Que Grimm se déshonore en se vendant à l'Allemagne, c'est affaire entre sa conscience et lui.

Mais ce qui est particulièrement grave en la circonstance, c'est l'intervention aux côtés de Grimm du conseiller fédéral Hoffmann. M. Hoffmann est membre du gouvernement helvétique; il a correspondu en cette qualité avec le ministre suisse à Petrograd pour transmettre à Grimm des instructions qui, visiblement, émanent de la chancellerie allemande.

Il y a là une véritable violation de neutralité.

Si l'on se souvient des scandales anciens dont la trop faible répression a laissé dans nos esprits des souvenirs délicats, si l'on se souvient des complicités de certains chefs militaires avec l'état-major allemand; si l'on se rappelle que le conseiller fédéral Hoffmann n'en est pas à sa première manifestation intempestive; que c'est à lui qu'il faut faire remonter la responsabilité de l'affaire Ritter (ce ministre de Suisse aux Etats-Unis qui fut obligé de quitter son poste à la suite d'interventions plus qu'indiscrettes), il faut se dire que cette nouvelle incartade de M. Hoffmann est peut-être naturelle, mais que ce n'est pas une raison pour qu'elle soit tolérable.

Le Temps:

Les alliés ont négocié avec M. Hoffmann les accords délicats qui règlent le ravitaillement de la Suisse. Il n'y a aucune raison pour discuter aujourd'hui ces accords. Mais puisque M. Hoffmann est mis sur la sellette, peut-être convient-il de rappeler que ses initiatives n'ont pas toujours aplani les difficultés.

Au mois de juin 1915, par exemple, les pourparlers qui devaient aboutir à la création de la «Société suisse de surveillance» étaient pendants, et l'un des problèmes qui les compliquaient était celui des «compensations»; M. Hoffmann, prenant la parole devant le Conseil des Etats, s'empêcha d'affirmer que l'accord devait permettre à la Suisse ce genre d'échanges, manifestement contraires, pourtant, à l'intérêt des alliés et à leur volonté. Un an après, l'ultimatum allemand à la Suisse est intervenu, d'une manière presque inexplicable, dans une négociation ouverte entre la Suisse et les alliés; l'Allemagne menaçait notamment de ne plus livrer de charbon, alors que les alliés avaient lieu de croire, en vertu d'une déclaration faite par M. Hoffmann en personne, que le charbon ne pouvait pas être un objet de «compensations» entre l'Allemagne et la Suisse. Il serait facile de multiplier ces exemples. Il serait facile d'en rapprocher l'étrange démarche que faisait cette année à Washington le ministre de Suisse, quand il transmettait au secrétaire d'Etat Lansing l'offre d'une prétendue transaction allemande, après la rupture des relations diplomatiques. Le gouvernement des Etats-Unis a demandé et obtenu le rappel de ce diplomate; mais M. Hoffmann, ne pouvant sans doute faire aucun reproche à son subordonné, a créé aussitôt pour lui une légation à la Haye.

La presse française s'était abstenue jusqu'ici de mettre en cause M. Hoffmann. Elle se faisait, pour ne pas risquer de nuire aux relations cordiales des alliés avec le peuple suisse. Mais la retentissante révélation qui vient d'être faite a changé la situation.

Le Rappel:

Tout en reconnaissant qu'il n'y a pas lieu de confondre Grimm et Hoffmann avec le peuple helvétique lui-même, tout en constatant la situation difficile où se débat ce petit peuple devant les exigences constantes des Allemands,

rappelons la persistance avec laquelle, depuis plus d'un quart de siècle, suivant une inclination chaque jour plus accentuée, la Suisse s'agrège au groupe germanique. C'est ainsi que des écrivains suisses d'esprit libre, comme M. Dumur, peuvent écrire que leur pays s'est prussifié...

« Cependant la politique à la Hoffmann et à la Grimm a provoqué une saine réaction. Les Alémaniques ne sont plus, en 1917 comme en 1914, aveuglés par le bluff allemand: ils se sont ressaisis et on en avait le sentiment très net d'après des témoignages officiels.

« La réprobation officielle des menées du ministre et de son acolyte nous prouvent qu'un esprit politique plus sain se manifeste à Berne. Avant de s'abandonner à l'influence prépondérante de la Mitteleuropa nos gens ont compris qu'il y avait à tenir compte d'un Bloc d'occident renforcé, dans le monde, par l'Amérique. »

La Victoire:

Avec des colonels Egli à la tête de son armée, des conseillers Hoffmann à la tête des affaires étrangères, comment la fière république helvétique, la plus ancienne pourtant des républiques de la vieille Europe, aurait-elle jamais pu se ranger du côté du Droit outragé, et faire le geste que tous ses amis attendaient de son glorieux passé?

Ils sont bien à plaindre, tous les Suisses, et ils sont nombreux, qui ont conservé au fond du cœur la passion démocratique et le sentiment de l'honneur.

En revanche, il n'y a pas lieu de plaindre les pacifistes bérants, les Zimmerwaldiens et les minoritaires de chez nous qui se trouvent éclaboussés par la trahison de Grimm. Eux, ils n'ont que ce qu'ils méritent. Les a-t-on assez prévenus qu'ils étaient les jouets d'une manœuvre allemande; qu'ils étaient, sans s'en apercevoir, manœuvrés par des ficelles qui aboutissaient toutes à Berlin? Si seulement ils étaient capables de profiter de cette dure leçon!

L'Echo de Paris:

Lorsque, par fournées, les réfugiés russes de Suisse les plus favorables aux idées germaniques, ont été expédiés dans leur pays natal avec des passeports allemands, Robert Grimm n'a pas été du premier train où figurait Lénine, mais il a été du second. Il est arrivé à Stockholm dans les premiers jours de mai, et ne s'est rendu à Pétrograd que récemment. Dans la capitale suédoise, il a continué l'œuvre de Bjorgberg, le socialiste danois. Mais, tandis que ce dernier se déclarait ouvertement l'ambassadeur des majoritaires allemands, auprès du Comité des ouvriers et soldats, le politicien suisse a eu bien soin de cacher son jeu. Il a déclaré au « Politiken » de Stockholm: « De vrais socialistes ne doivent pas souiller leur cause en se liant aux socialistes patriotes de l'Allemagne. Si les Zimmerwaldiens participaient à la conférence, la cause de la paix serait discréditée dans les pays de l'Entente où elle est encore très faible. »

Nous savons maintenant que, malgré ses prétentions à la grande pureté révolutionnaire et malgré son reniement de la Social-Démocratie allemande, Grimm était aux ordres de Berlin.

L'Humanité:

Les socialistes auront à se demander quelle était la portée du rôle joué par Robert Grimm dans le socialisme suisse. Dans quelle mesure les idées de Grimm ont-elles influé dans la détermination dernière par laquelle le parti socialiste suisse s'est déclaré opposé à toute défense nationale? Dans quelle mesure ont-elles déterminé la résolution du Congrès d'Aarau, par laquelle le parti socialiste suisse invitait les autres sections de l'Internationale, sans se soucier de la situation militaire et de la défense nationale, à entrer dans les événements révolutionnaires? Autant de points qu'il sera utile d'élucider.

L'Action française:

Ainsi voilà, dans un régime populaire, un homme d'Etat radical, placé, par le jeu régulier d'une des constitutions les plus démocratiques du monde, à la tête des affaires étrangères de son pays et qui s'est fait assidûment, consciemment, de complicité avec un socialiste, l'auxiliaire de Guillaume II. Et quel point faible sa diplomatie a-t-elle choisi pour tenter d'y porter le poison de la paix séparée? La révolution russe, dont la pureté devrait pourtant être précieuse à des cœurs républicains. Puis quel moment M. Hoffmann a-t-il élu? Celui où M. Wilson venait de convoquer toutes les démocraties de la terre à la croisade contre les autocraties.

Nous ne relevons pas cette déception indéniable pour le plaisir d'une ironie facile, mais parce qu'elle contient un enseignement. Le cas Hoffmann est venu montrer un peu trop vite que toutes les démocraties n'étaient pas nécessairement solidaires et que Guillaume II, lui aussi, pouvait faire entrer des démocraties dans son jeu.

Paris-Midi:

Après cela, il ne reste vraiment plus qu'à tirer l'échelle... Et comme on comprend que l'instinct patriotique français se soit tout de suite mis en travers du voyage à Stockholm!

Voilà, en effet, la besogne, la sale besogne, pour laquelle on rêvait de rassembler les débris épars de la fameuse Internationale d'avant-guerre!

Déjà Scheidemann et Sudekum, mouchards et indicateurs du kaiser, avaient précédé là-bas nos bons naïfs et gobeurs d'Occident ou d'Orient. Et ces Boches d'Empire espéraient bien compromettre à tout jamais nos socialistes républicains dans une de ces « conférences » où le « prolétariat » aurait servi une fois de plus de couverture au pangermanisme.

En même temps, les deux instigateurs de Zimmerwald, Grimm et Lénine, le Suisse et le Russe, tous deux embochés, auraient débauché le Soviet et fait faire à la Russie la paix séparée du petit Chaperon-Rouge avec la Mère-Grand.

Malheureusement pour Guillaume et son Bethmann-Hollweg, les démocraties n'en sont pas tombées à ce degré de pourriture.

L'Homme enchaîné:

Le cas de Grimm, en soi, n'a rien d'exceptionnel. Il y a toujours eu des hommes, pour ces sortes de besognes, en tous temps, tous lieux. Si notre ministre de l'Intérieur, M. Malvy, n'était pas d'une naïveté aussi déconcertante, il aurait balayé du sol français les Grimm et les sous-Grimm qui, je le crains fort, y abondent. Des signes nous indiquent qu'il serait temps de l'y aider.

Le New-York Herald (Paris):

La Suisse est, de plus en plus, l'Aubergè des Intrigues, et les sujets des Centraux ne se font pas faute d'y espionner et d'y machiner mille complots. Après l'Affaire des colonels, l'Affaire Grimm-Hoffmann fait ressortir, une fois de plus, le sans-gêne des indésirables germaniques. Pour notre part, nous y voyons aussi le danger des naturalisations hâtives en pays Neutre. Ce Grimm allemand a pu pénétrer en Russie, grâce à sa qualité de Suisse. O belle Helvétie! Que de Grimm on commet en ton nom!

Le Figaro:

Le gouvernement allemand est prêt à amorcer la négociation à tout prix, pourvu que ce soit fait par des intermédiaires qu'il puisse, à son honneur, désavouer. Ouvrir les négociations coûte que coûte, voilà ce qu'il faut pour desserrer la main de fer de la destinée.

Une fois les négociations entamées, on inaugurera la détente universelle qui rendra les soldats aux douceurs de la vie civile. Et alors, on verra! La vraie partie s'engagera! La diplomatie allemande, ayant gagné cette première manche, se chargera, par les mêmes moyens, de gagner les autres.

M. Hoffmann a, de bonne foi, joué ce jeu. Il a interrogé Berlin. Il a télégraphié selon les instructions de Berlin; il a été «autorisé» par Berlin; c'est la voix de Berlin qui s'est fait entendre par sa bouche. La démission de M. Hoffmann, c'est l'aveu...

Et c'est à ce moment que l'on mène, parmi nous, la campagne de dépression et de fléchissement que vous savez. Nous sommes au quart d'heure des Japonais. Escompter les querelles intestines chez l'adversaire, agiter les vieux sentiments pacifistes, tabler sur la lassitude si naturelle après de tels efforts, s'avancer les bras au ciel et en criant «camarades!...», mais c'est l'enfance de l'art! Hoffmann s'y est laissé prendre et il se croyait un diplomate.

Le Temps:

En sept mois d'un nouveau règne, la monarchie des Habsbourgs est arrivée au seuil de la grande épreuve que François-Joseph avait ajournée pendant près d'un demi-siècle. A Vienne comme à Budapest, tout paraît ébranlé. Le président du conseil autrichien a eu contre lui la majorité de la Chambre, parce qu'il était le continuateur d'un régime arbitraire. Le président du conseil hongrois, qui se flattait de rajeunir ce régime, a contre lui la majorité parlementaire qui en bénéficiait. La chute du comte Clam-Martinitz et la campagne menée contre le comte Esterhazy mettent en cause la personne même du souverain, dont ces deux ministres sont les créatures. Née de deux motifs en apparence contradictoires, la crise autrichienne et la crise hongroise aboutissent donc au même résultat; elles menacent le prestige de la dynastie, c'est-à-dire le seul lien moral qui puisse unir les diverses nations de la monarchie.

Appliquons-nous à être justes, même envers un adversaire. Le nouveau souverain et ses conseillers intimes ne portent pas, loin de là, toute la responsabilité des événements actuels. Après la politique égoïste du précédent règne, une liquidation devait venir, d'autant plus inévitable que François-Joseph a vécu trop longtemps, d'autant plus tragique qu'il a fait la guerre. On ne peut pas reprocher à son successeur d'avoir voulu labourer à coups de réformes le domaine mal géré dont il héritait. Ce qu'on peut lui reprocher, par contre, c'est d'avoir mis la charrue devant les

bœufs quand il a entrepris de remédier d'abord aux difficultés intérieures. C'est par les difficultés extérieures qu'il aurait fallu commencer. Pour faire des réformes, il fallait faire la paix.

Le Journal:

Il n'y a pas de combinaison parlementaire durable possible avec une chambre mi-partie allemande, mi-partie slave, divisée en groupes qui ne s'entendent que dans l'opposition. Est-ce parce qu'il en avait le pressentiment que l'empereur Charles, en retardant le serment constitutionnel, a laissé la porte ouverte à une reconstitution des assises mêmes de l'État? Il ne faut pas perdre de vue, en tout cas, que le ministère autrichien n'est qu'une façade. Les véritables gouvernants, à Vienne, sont dans la coulisse. Ils s'appellent Hohenlohe et Berchtold.

Le Petit Parisien:

Charles Ier, en convoquant le Parlement de Vienne, espérait trouver, dans la représentation élue, un appui moral dont il sentait le besoin; or il était inévitable que les Slaves opprimés, piétinés, frappés dans leurs personnes et dans leurs biens depuis 1914, protestent avec véhémence contre le terrorisme et le despotisme allemands. La situation est aujourd'hui sans issue.

Ce n'est pas sans raison que la presse allemande s'inquiète de cette condition critique de l'Autriche et dénonce, dans l'empire danubien de plus en plus troublé et désagrégé, un élément de faiblesse et un organisme en décrépitude. Pour être fondé, ce jugement n'en comporte pas moins des menaces précises pour la monarchie des Habsbourg.

L'Echo de Paris:

En pleine guerre, l'État autrichien, qui lutte pour l'existence, est sacrifié aux intérêts particuliers des nationalités. «Seul en Europe il se voit refuser des crédits», gémit la «Neue Freie Presse» du 19 juin, et la «Frankfurter Zeitung» du 20 écrit avec inquiétude: «Si les dirigeants de l'Autriche continuent à faire preuve du même manque de courage et de la même incertitude d'esprit, nous verrons demain triompher, non plus seulement les Polonais, mais tous les éléments qui cherchent l'avenir de l'Autriche dans la dissolution des liens existants, dans l'autonomie séparatiste.»

Puissent les baïonnettes de Broussiloff être bientôt prêtes!...

ANGLETERRE

Morning-Post, 16.VI.17. — L'amnistie des révoltés irlandais:

Nous comprenons qu'il est inutile de protester contre la mise en liberté des rebelles irlandais. La chose est faite... Moins on en parlera, mieux cela vaudra pour l'honneur de l'Angleterre. Et pourtant il est nécessaire de dire quelque chose de ce qui est non seulement une erreur, mais une calamité, et l'on pourrait presque ajouter un crime. Ces hommes ont été emprisonnés pour avoir assassiné environ une centaine de soldats et autant de policiers. Nombre de ces assassins ont été commis de sang froid... Les criminels furent, dès le début, traités avec une indulgence qui ressemble à de la crainte. M. Asquith leur serra la main, ou du moins il ne put pas se rappeler s'il leur avait, oui ou non, serré la main. Ceci est, après tout, l'affaire du politicien: ses poignées de mains même sont malhonnêtes, jusqu'à ses actes de courtoisie, tout est sujet à restriction mentale. Ensuite, quelques-uns d'entre eux furent mis en

liberté, et durent être emprisonnés de nouveau. Et maintenant ils vont tous être libérés...

...L'Irlande va avoir à discuter sa propre forme de gouvernement, et comme préliminaire, ceux qui défient tout gouvernement et en tuent les fonctionnaires sont mis en liberté, pour inaugurer «l'ère nouvelle», et répondre ce que M. Bonar Law appelle «l'atmosphère d'harmonie et de bonne volonté...» M. Bonar Law dit que «rien ne serait plus regrettable que de voir le travail de la convention compromis d'emblée par des souvenirs d'amertume». Mais la mise en liberté de tels gens supprimera-t-elle l'amertume? Et que pense-t-on de l'amertume de ceux qui sont en deuil d'honnêtes hommes mis à mort par ces rebelles amnistiés? Et les rebelles ne considéreront-ils pas cet acte comme un tribut payé à leur force et un triomphe de leur cause? Ne diront-ils pas que le gouvernement britannique craint les rebelles irlandais?... Est-ce un heureux début pour «l'ère nouvelle» de commencer par une reddition de la loi et une concession faite au désordre? Ou bien cela ne ressemble-

t-il que trop à la vieille histoire de l'Irlande, où le crime public est populaire parce que finalement le criminel triomphe si souvent et la loi est si souvent vaincue? La convention siégera à l'ombre de cette menace...

Quant aux organes de la province unioniste de l'Ulster, naturellement ils se montrent indignés au possible.

En revanche, la députation irlandaise tout entière, à la Chambre des Communes, a accueilli avec enthousiasme la mesure de clémence du gouvernement.

Morning-Post, 16.VI.17. — Les Sinn Feiners.

Ce journal cite l'organe officiel du parti, le *Nationalist*, qui contient les explications de M. Arthur Griffith, président de la Société, qui travaille ouvertement en vue de la création d'une république irlandaise. M. Griffith dit que la direction du parti a refusé de participer à la Convention jusqu'à ce que :

1. Les conditions posées autorisent de décréter une complète indépendance de l'Irlande;

2. Le gouvernement anglais s'engage lui-même publiquement envers les États-Unis et les puissances européennes à ratifier la décision prise par la majorité de la Convention;

3. La Convention ne sera composée que de personnalités formellement élues par le suffrage des adultes irlandais;

4. Le traitement des prisonniers de guerre sera accordé aux prisonniers irlandais à Lewes et Alesbury.

L'organe officiel du Sinn Fein déclare chaque semaine que le seul but du gouvernement en appelant la Convention est de produire un effet négatif absolu, et de montrer au monde entier que l'Irlande n'est pas unie. Le 26 mai, il y est dit que « la politique Sinn Fein est essentiellement celle suivie par Francis Deak en Hongrie, entre les années 1865 et 1867 », et que M. Loyd George d'Angleterre n'est « autre que le Herr Bach d'Autriche ».

Mais plus significatif peut-être que tout autre est un article publié le 2 juin, intitulé : « Une étude de stratégie navale », qui montre comment l'Irlande commande les principales routes commerciales du monde, et possède les « plus belles forteresses navales du monde ». Ainsi le port de Cork « est la véritable clef du canal », et le journal ajoute que « la construction d'un canal transirlandais équivaldrait au canal de Kiel. Tout ceci doit servir d'argument pour demander que l'Irlande comparaisse devant le Tribunal de la paix, qui « jugera entre notre pays et son oppresseur, et décidera que le verdict qui a restauré la Pologne en une nation indépendante, doit agir de même pour l'Irlande ».

Westminster Gazette, 16.VI.17. — Pas de république!

Sous ce titre, le journal signale que, dans l'Assemblée sud-africaine, M. Merriman a donné lecture de la résolution suivante :

Que cette assemblée, voyant avec crainte les nombreuses manifestations de propagande républicaine faites actuellement dans le pays, désire établir que ces méthodes sont directement contraires à la constitution telle qu'elle fût agréée dans l'Acte de l'Afrique du Sud; qu'elles sont con-

traires aux meilleurs intérêts du peuple, et que si elles continuent, elles doivent inévitablement conduire à des dissensions fatales et à la ruine finale de la race européenne dans l'Afrique du Sud. Cette assemblée, par conséquent, invite tous ceux qui sont restés loyaux envers la constitution à exprimer leur sérieuse réprobation des dangereux efforts de ceux qui cherchent à ruiner les principes sur lesquels est basée la constitution.

Morning-Post, 16.VI.17. — La députation danoise:

Nous ne doutons pas que les messieurs qui sont venus ici de Copenhague ne soient des hommes très habiles et fidèles aux intérêts qu'ils représentent. Mais ces intérêts ne sont pas nos intérêts. Nos intérêts sont ceux de la nation britannique et de ses alliés, et il est possible que, dans certains cas, il peut y avoir un conflit entre les uns et les autres. Voyons ce qui en est: Le Danemark, comme on sait, est un pays fortement organisé au point de vue agricole. Il importe des produits nourriciers, pour les transformer en graisse animale. C'est là tout le système...

Or, comme nous l'avons déjà dit, le Danemark a de plus en plus exporté en Allemagne, et de moins en moins en Angleterre. Actuellement, il n'envoie pas à ce dernier pays la moitié de ce qu'il expédiait avant la guerre. L'Allemagne profite de cette situation. Les Danois ripostent: Si vous ne nous accordez pas ces facilités, et si vous ne nous fournissez pas de charbon, nous serons précipités dans les bras de l'Allemagne, nous serons obligés de tuer notre troupeau et d'envoyer la viande en Allemagne, en échange de charbon.

Mais ce que l'Allemagne désire, c'est de la graisse, et non de la viande, dont elle est servie à souhait. Et si nous cessons d'envoyer en Danemark des produits nourriciers, le Danemark ne pourra plus fournir ses graisses en Allemagne. Quant au charbon allemand, nous sommes franchement sceptiques. La Suède, dont l'industrie de fer et d'acier est indispensable aux plans de guerre allemands, demande à l'Allemagne ce qui lui manque de charbon, et il est de notoriété publique que l'Allemagne n'est pas à même de fournir la moitié de ce dont la Suède a besoin. Mais si l'Allemagne était capable de fournir du charbon en Danemark, qu'arriverait-il? Cela occasionnerait un nouvel et important mouvement sur les lignes ferrées allemandes, et qui ne ferait qu'augmenter les difficultés du transport. Il serait donc utile pour les alliés que l'Angleterre cessât absolument d'exporter en Danemark toute espèce de produits nourriciers. Avec le danger du frêt et la rareté de ces produits, il est devenu d'une politique de moins en moins saine de ravitailler le Danemark.

Quant au peuple danois, nous sympathisons avec lui, mais il doit s'en prendre non à nous, mais aux marchands profitards qui ont prolongé la guerre et affaibli le Danemark en exportant autant en Allemagne. C'est une opinion courante en Scandinavie que, si notre blocus avait été strictement exécuté, la guerre serait finie depuis dix-huit mois. Le fait qu'il n'a pas été strictement exécuté est dû au Foreign Office, qui paraît préférer des avis de Danois tels que M. Andersen à ceux d'un Anglais patriote.

Le Times:

Les propositions de paix envoyées par M. Hoffmann à Grimm, ne contiennent rien de neuf; elles sont pleines des faux-fuyants habituels. Elles ressemblent fort aux conditions suggérées à Stockholm par M. David. Elles ne lient l'Alle-

magne en rien et ne font même pas allusion à la restauration de la Belgique que M. Wilson a de nouveau proclamée comme but primordial des Alliés. Ce qui est important, c'est que ces propositions ont été faites et que M. Hoffmann a oublié ses devoirs les plus élémentaires envers la Suisse, au point de faire les dites propositions. Il prend naturellement toute la responsabilité pour lui et déclare qu'il n'a été influencé d'aucun côté. Voilà un point sur lequel les Alliés ont le droit d'exiger l'enquête la plus minutieuse. Nous ne mettons pas un seul instant en doute la bonne foi du Conseil fédéral qui déclare avoir ignoré ces manœuvres, mais comme il semble bien au premier abord qu'il s'agisse d'une intrigue allemande mise à exécution par un des membres du gouvernement d'un Etat neutre et menée par le ministre des affaires étrangères de cet Etat, elle peut difficilement être purgée par des excuses superficielles et par la simple perte de son poste.

Westminster Gazette, 20.VI.17. — Les raids d'aéroplanes.

On a discuté le fait pourquoi Paris était relativement épargné par les aéroplanes ennemis, et à la Chambre des communes, le speaker a cru y voir une intervention personnelle du Kaiser.

Il n'y a, en réalité, pas grand mystère dans ce fait. Pour bombarder Paris, l'ennemi devrait envoyer des navires aériens ou ses aéroplanes par-dessus plusieurs lignes successives de troupes françaises, et de fortifications très importantes telles que Londres n'en possède point. Nous nous trouvons exactement dans la même difficulté pour accomplir des raids en Allemagne. Les gens qui publient des diagrammes pour démontrer qu'il n'y a que tant et tant de milles des lignes britanniques à certaines villes, oublient sciemment qu'il faudrait d'abord survoler les lignes allemandes.

Morning Post, 20.VI.17. — Plus de princes anglais à noms allemands.

Au début de la guerre, l'ex-tsar jugea bon de changer le nom trop allemand de Petersbourg en Petrograd. Aujourd'hui, avec plus de raison peut-être, le roi George estime qu'aucun de ses sujets ne doit porter de noms allemands. Il a, par conséquent, — pour frapper à la tête, — invité les princes de sa famille porteurs de noms allemands de répudier ceux-ci, leur accordant, en échange, le pairage anglais. Cette mesure atteint en premier lieu le duc de Teck et son frère le prince de Teck, frères de la reine, les princes Louis et Alexandre de Battenberg. Les princesses Hélène-Victoria et Marie-Louise de Schleswig-Holstein ne seront désormais connues que sous leurs prénoms, et les princesses de la famille royale qui portent le titre de duchesses de Saxe ont renoncé à cette appellation.

Westminster Gazette, 20.VI.17. — L'affaire Hoffmann-Grimm:

Nous sommes très chagrin que la Suisse va se trouver dans une crise plutôt sérieuse, résultant de l'indiscrétion (pour user une expression très modérée) de M. Hoffmann... L'excuse de M. Hoffmann est qu'il agit sans être poussé par aucun parti, et dans l'intérêt de la Suisse elle-même. Mais il eut le bon sens de résigner son département... Une fois déjà le pied a glissé au Conseil fédéral, mais en somme il

s'est bien tenu dans des circonstances qui ne furent jamais faciles. Nous sommes persuadés qu'il sera nettement établi que l'action de M. Hoffmann fut purement personnelle, et que le gouvernement suisse la répudie.

Westminster Gazette, 21.VI.17. — Les buts de la guerre:

Les Alliés gagneront beaucoup s'ils peuvent s'exprimer nettement à ce sujet, c'est-à-dire s'ils peuvent faire ressortir clairement pour le monde entier, y compris les peuples des Empires centraux, qu'ils ne considèrent pas un seul but de guerre comparable en importance à celui de sauver l'humanité de son destin fatal, et d'établir le nouvel ordre international qui assurera la paix et rendra les nations capables de se développer librement dans un monde délivré de ces horreurs. Cela est le seul intérêt commun du monde entier, et nulle nation ne peut avoir un intérêt ou une ambition séparée qui soit comparable à son intérêt à voir s'établir cette assurance collective contre la folie prussienne. A cet effet, tous les Alliés doivent marcher la main dans la main avec la Russie, dont les masses populaires sentent par voie instinctive certaines choses qui deviennent obscurés aux hommes d'état sophistiqués.

Depuis quelques mois, on entend mieux une voix de plus en plus forte, qui est une protestation de l'humanité entière. Il semble que le moment est venu pour les Alliés d'en faire hautement et nettement leur principal but de guerre.

Il est difficile de se rendre exactement compte de ce qui se passe chez un peuple aussi discipliné que les Allemands, mais déjà en Autriche-Hongrie, on constate des troubles significatifs.

Dans le monde entier, il y a un cri en faveur de libres institutions, et une révolte contre les principes militaires et despotiques que l'Allemagne représente. Il appartient aux Alliés de montrer qu'ils sont en tête de ce mouvement.

Morning Post, 22.VI.17. — L'affaire Hoffmann:

« Tôt ou tard, les amis de l'Allemagne finissent par avoir des ennuis. Constantin a perdu sa couronne, et il peut s'estimer heureux de conserver sa tête. Maintenant, c'est la Suisse qui se trouve dans une situation difficile.

Que les membres du Conseil fédéral aient ignoré ou non les tendances germanophiles de M. Hoffmann, il reste acquis que ce dernier a abusé de sa situation officielle pour transmettre à la Russie des ouvertures allemandes, et le Conseil fédéral partage sa responsabilité. Le désaveu de M. Schulthess vient un peu tard.

Il est indubitable que MM. Hoffmann et Grimm sont des agents allemands; leur but réel est maintenant bien net. Mais en essayant de le réaliser, ils ont compromis gravement le gouvernement suisse. Quelles que soient ses excuses et ses explications, le gouvernement suisse se trouve dans la situation d'avoir acquiescé sciemment ou non à ce qu'un de ses membres dirigeât des négociations en faveur d'un groupe de belligérants, ce qui est un acte sortant de la neutralité. La déclaration lue par M. Schulthess est correcte, mais elle est insuffisante. Des excuses ne sont-elles pas dues aux Alliés?

Le Conseil fédéral semble croire que les Allemands accepteraient tous les affronts des puissances neutres. Cependant, nous sommes convaincus que l'attitude du Conseil fédéral aurait été toute différente si l'Allemagne avait été l'offensée. Il est grand temps de faire comprendre aux neutres que, quoique les Alliés n'emploient pas les méthodes allemandes, ils exigent l'observation des traités et l'impartiale interprétation de la neutralité.»

ALLEMAGNE

Deutsche Juristen Zeitung, No 6. — Du prof. de Droit des gens à l'Université de Berlin, M. von Liszt, sur: « M. Wilson et le Droit des gens »:

Le blocus maritime dans le sens des décrets anglais et allemands est bien plus une sorte de « blocus de mines » et est suivant le droit des gens tout aussi admissible. Le blocus par des mines est traité dans la huitième convention de la deuxième conférence de La Haye. La pose de mines sous-marines à contact est, sous certaines conditions dont le développement n'est d'aucun intérêt ici, également autorisée en haute mer. Des navires neutres qui traversent le champ de mines malgré un avertissement le font à leurs propres risques sans pouvoir invoquer la liberté des mers et l'inviolabilité des citoyens de pays neutres.

Dans le blocus maritime, au danger des mines s'ajoute celui des forces de combat en croisière. Le décret anglais du 3 novembre 1914 l'a spécifié clairement. D'après le point de vue anglais on ne saurait faire aucune distinction, que la destruction soit provoquée par une mine automatique à contact ou par le projectile d'un navire de guerre. Dans la 8^{me} convention sus-mentionnée le torpillage est expressément traité sur le même pied que l'emploi des mines (art. 1, chiffre 3). A mon point de vue ceci est le point capital. Notre guerre sous-marine « renforcée » est justifiée par la convention de La Haye sous réserve que les limites du blocus soient communiquées aux neutres et qu'ainsi la navigation neutre soit mise en garde d'une manière générale. Un avertissement préalable au torpillage n'est pas exigible, la mine à contact n'avertit pas non plus avant de détruire le navire. Rien dans le champ de mines ne prend non plus soin des vies humaines.

Cela est certainement infiniment dur, qui le contesterait. Mais c'est un jeu d'enfant comparé à l'inhumanité de la guerre anglaise de famine contre laquelle Wilson n'a pas trouvé un mot de blâme.

Munchner Neueste Nachrichten, 14.VI.17. — Alsace-Lorraine:

Les Français et leurs alliés peuvent apprendre à côté d'autres motifs, par les récentes déclarations faites, qu'ils ne sauraient en appeler aux désirs de la population de l'Alsace-Lorraine. Ils se trompent lorsque ils considèrent des hommes de la valeur des Wetterlé, Weill et Blumenthal comme les vrais interprètes de la grande majorité du peuple alsacien-lorrain. On se trompera toujours en se fiant à des traîtres. Le Dr Ricklin et le Dr Hoeffel ont sans conteste le droit de passer pour les meilleurs représentants, pour des connaisseurs plus exacts de la véritable mentalité du peuple alsacien-lorrain, que tous les traîtres à la patrie qui se nourrissent aux crèches parisiennes.

Leipziger Neueste Nachrichten, 15.VI.17. — Le sphinx polonais:

Déjà le jour de la fondation du royaume l'exigence se fit entendre que non seulement Varsovie mais aussi Vilna devaient être comprises dans le futur royaume de Pologne et ainsi de suite jusqu'au jour où les Polonais ont tout à fait perdu de vue que la Pologne est encore toujours territoire de guerre. Ils ont par contre pris beaucoup moins au sérieux l'accomplissement de leurs devoirs. On ne saurait au fond leur en vouloir de ne pas avoir voulu suivre une politique allemande mais seulement une politique polonaise. Mais il devraient prendre garde de ne pas se trouver un beau jour assis entre deux chaises. Ils veulent apparemment

profiter de la révolution russe et de l'éloignement du tsar pour prétendre qu'une lutte contre la Russie et par conséquent la levée d'une armée polonaise n'ont plus de raison d'être, le royaume de Pologne n'étant menacé d'aucun danger par la république russe. C'est ainsi que non pas tous, mais pourtant beaucoup des chefs influents, ont la tendance de chercher à tirer profit en les opposants les uns aux autres, des possibilités qui leur sont suggérées de l'est et de l'ouest.

Norddeutsche Allgemeine Zeitung, 16.VI.17. — Les centraux et Wilson:

D'après les propres déclarations antérieures de Wilson l'unique motif de guerre était le préjudice causé à la navigation américaine par la guerre sous-marine à outrance dans la zone prohibée allemande. Ce motif pouvait difficilement se soutenir, l'Amérique ayant supporté toutes les tyrannies de l'Angleterre; lorsqu'il s'agit de gagner la faveur de la nouvelle Russie libérale il devient tout à fait insuffisant. D'où les grands mots que l'Amérique est entrée en guerre pour supprimer l'autocratie allemande; mots en opposition avec les faits et d'autant plus étranges dans la bouche du président Wilson qu'il a, lors de la déclaration de guerre, déployé une puissance autocratique qui eût été difficilement tolérée chez l'ex-empereur de Russie. Il a aussi déjà souvent fait entendre que sa lutte contre nous doit aussi servir à créer en Allemagne même des organisations libérales. Le président Wilson devrait en fin de compte renoncer à s'inquiéter des conditions intérieures de l'Allemagne. La lutte contre la ploutocratie dans son propre pays, la sollicitude démocratique sociale pour les ouvriers américains lui donneraient suffisamment à faire. Le président du Reichstag élu par le système électoral le plus démocratique du monde lui a dit encore dernièrement en paroles pleines de dignité que nous nous réservons de procéder nous-mêmes à notre organisation intérieure et que nous nous dispensons de toute ingérence étrangère.

Vossische Zeitung, 19.VI.17. — La retraite du cabinet Clam-Martinitz:

« Que le ministère actuel s'en aille! » telle est la solution que paraît exiger au premier abord le club polonais. A première vue seulement, car ce dont les Polonais se plaignent, ce qu'ils veulent en particulier, ce à quoi ils aspirent n'est absolument pas clair. La deuxième probabilité de la rupture réside naturellement dans la question du statut spécial pour la Galicie et il y a des indices que les Polonais songent de plus en plus à séparer la Galicie de l'Autriche...

Une Galicie indépendante devrait aussi avoir sa politique et ses propres finances et il semble que cela ne tente pas beaucoup les Polonais, d'où on pourrait conclure que leur opposition a été motivée par un programme de réparation des dommages en Galicie, insuffisant à leur avis.

Frankfurter Zeitung, 20.VI.17:

Certainement ce sont les partis qui sont principalement cause de ce qui arrive aujourd'hui. Mais ce qui par-dessus tout a manqué, ce sont les hommes ayant la ferme volonté, le courage et la force de rendre l'opposition inoffensive, ou tout au moins de la faire reculer, en traçant au Parlement, d'aspirations divergentes, une direction en laquelle il put avoir confiance. Un gouvernement craintif qui oscille

de côté et d'autre n'inspire naturellement pas une pareille confiance.

Münchener Neueste Nachrichten, 20.VI.17. — La retraite du conseiller fédéral suisse Dr Hoffmann :

Le travail de sape de l'Entente à Petrograd a coûté à la Suisse un de ses meilleurs hommes d'état. Le Dr Hoffmann n'a fait que son devoir patriotique en donnant son avis sur les possibilités d'un accord russo-allemand au représentant de la démocratie sociale suisse Robert Grimm dont la qualification « d'agent allemand » est considérée par la socialiste « Berner Tagwacht » comme une « insolente tromperie ». Comme tous les autres neutres la Suisse est actuellement acculée à une situation si difficile par les mesures coercitives de l'Entente, qu'elle a un désir de rétablissement d'une paix prochaine au moins aussi grand que les états belligérants eux-mêmes.

Frankfurter Zeitung, 20.VI.17.

La démarche du conseiller fédéral Hoffmann qui l'a conduit à sa retraite avait une portée bien moins considérable que la note de paix de Wilson. Ce n'était pas non plus une tentative de médiation de paix... Il semble que le gouvernement anglais a fait des représentations à Berne en tout cas qu'il a admis l'énergique attaque du « Times » contre M. Hoffmann. Par la dignité et la rapidité avec lesquelles il a fait le sacrifice de sa personne, ce dernier a liquidé l'incident et épargné de l'agitation à son pays.

Les Suisses romands plus ententistes que l'Entente même auraient d'autre part certainement rendu la tâche difficile au gouvernement fédéral si l'homme qu'ils qualifient désormais « d'agent de l'Allemagne » avait continué à diriger la politique étrangère du pays.

Tägliche Rundschau, 20.VI.17 :

Pourquoi ce qui a été bon pour l'hyprocrite Wilson ne serait-il pas juste pour l'homme d'honneur qu'est Hoffmann ? L'énigme paraît indéchiffrable et se résoud pourtant très simplement : la démarche de M. Wilson était une tentative pour sauver l'Angleterre, ce qui est une chose permise aux neutres. Mais la démarche de M. Hoffmann — adroite ou maladroite — était une démarche tentée dans le but de sauvegarder des intérêts particuliers justifiés. Mais c'est une chose qu'aujourd'hui aucun neutre n'a le droit de se permettre surtout lorsqu'on alimente ainsi à Londres et à Paris la peur d'une recrudescence des désirs de paix ressentis à Petrograd.

Berliner Tagblatt, 20.VI.17 :

On doit regretter profondément qu'un ami de la paix aussi loyal qui, de sa propre initiative a voulu agir uniquement dans l'intérêt de la Suisse, comme le confirment les sérieuses paroles du président de la Confédération, voie avorter si tristement ses nobles intentions et se terminer d'une façon aussi pitoyable son activité de ministre couronnée jusqu'ici de très grands succès. On doit regretter profondément qu'à nouveau une porte par laquelle eut pu peut-être passer un rayon d'espoir de paix se soit refermée de la brutalité de la volonté guerrière anglaise. Mais après avoir établi cela il faut ajouter : Le cas Hoffmann n'est pas une affaire dans laquelle la politique allemande puisse être impliquée.

Internationale Korrespondenz, 20.VI.17. — M. Branting :

Dans une assemblée de parti qui a eu lieu mardi soir à

Berlin, Wolfgang Heine a parlé du travail pour la paix exécuté par la démocratie sociale et les assistants se sont unanimement déclarés satisfaits. Dans son exposé, Heine est venu à parler du dernier incident du zimmerwaldien Grimm et du conseiller fédéral Hoffmann. Rien de plus sournois que les révélations du « Stockholmer Sozialdemokrat » n'a été fait jusqu'ici contre les travaux pour la paix. Branting, le président de la conférence de Stockholm devrait en être rendu responsable. Il se serait rangé ouvertement aux côtés de l'Entente et pour ce motif il ne devrait pas jouer plus longtemps le médiateur de paix. Si le conseiller fédéral Hoffmann a dû se retirer il est à souhaiter que Branting fasse rapidement de même.

Berliner Tagblatt, 21.VI.17. — Le cas Stanning (de notre correspondant Alfred Gold).

Le ministre socialiste danois sans portefeuille Stanning s'étant occupé de négociations de paix, le parti conservateur désapprouvant ces démarches a exigé que son représentant dans le ministère, M. Rottböll donna sa démission. Le ministre Stanning n'a pas outrepassé ses compétences :

Jamaïs un homme d'état neutre ne se laissera enlever le droit de tenter d'amorcer des négociations de paix entre belligérants. Il y a des précédents : lorsque Roosevelt alors président des Etats-Unis neutres a offert sa médiation aux Japonais et aux Russes. Il s'est efforcé de mener son entreprise à bien et elle a été couronnée de succès. En ce temps nous n'avons entendu aucune protestation sérieuse s'élever dans le propre pays neutre de Roosevelt.

La médiation n'a rien de blessant pour la neutralité ; travailler dans ce but ne saurait l'être également. M. Stanning est d'accord avec la démocratie sociale danoise dont il est le chef ; il est d'avis depuis des années que la guerre actuelle peut se terminer par une médiation.

Münchener Neueste Nachrichten, 22.VI.17. — La combinaison Clam-Martinitz a échoué :

Par sa nouvelle démission, le comte Clam-Martinitz prouve à l'évidence qu'il cherchait à sauver sa situation lorsqu'il commença par la réforme politique intérieure en convoquant le parlement qui devait couronner l'œuvre. Il peut s'estimer heureux que son grotesque projet d'adjoindre aux ministres vraiment travailleurs un cabinet de bavards formé de politiciens slaves ait échoué, car sans cela les scènes bruyantes que l'on connaît à satiété dans le parlement autrichien auraient bien pu se transporter jusque dans les séances du ministère, certainement sans avantages pour la considération de l'Autriche.

Tägliche Rundschau, 22.VI.17. — Leur secret :

Il est compréhensible, très compréhensible que dans les séances secrètes de la Chambre française on se soit des jours durant agité fiévreusement à la pensée de la possibilité que les lourds novateurs de Petrograd pourraient laisser transpirer une partie du secret des édifices libérateurs de Paris et de Londres. Il est compréhensible que M. Ribot a dû user de toute la surabondance de son talent oratoire pour faire croire aux frères — et combien chers — de Petrograd, que les auteurs d'un tel accord secret sont naturellement de cœur et âme avec les auteurs russes du mot d'ordre « sans annexions ». Mais il est aussi compréhensible que ces épais crânes russes ne veulent pas très bien saisir cette harmonie idéale et éprouvent une certaine hésitation à accepter sans autre ce bel héritage tiré du placard à secrets du tsarisme.

Frankfurter Zeitung, 23.VI.17. — La crise suisse :

Le conseiller national Gustave Ador, président du comité international de la Croix-Rouge sera selon toutes probabilités élu mardi au Conseil fédéral par l'assemblée fédérale. Ador a certainement l'étoffe d'un conseiller fédéral, et si c'est un Suisse romand qui doit occuper le fauteuil devenu vacant au gouvernement fédéral, personne n'est plus qualifié que lui. Comme Hoffmann, c'est une personnalité marquante, un homme représentatif. Quelque chose de bon, du vieil esprit genevois qui est incontestablement encore suisse vit en lui. Ceux qui le connaissent bien sont persuadés que par son sentiment inné de la dignité, malgré un cœur qui incline à battre pour la France, Ador restera dans les limites et que par lui la bonne et indispensable neutralité suisse sera sauvegardée.

Frankfurter Zeitung, 23.VI.17. — Le cabinet Esterhazy :

Le programme des réformes sociales correspond au fond du caractère du nouveau chef du gouvernement. C'est là peut-être qu'il faudra chercher le point capital de sa politique. Mais pour cela il lui faut une majorité au parlement et pour l'instant le nouveau gouvernement ne représente qu'une minorité, comme le montre déjà le fait qu'il n'a pu obtenir un budget provisoire que pour quatre mois, alors qu'il demandait six mois. Et il doit s'en contenter, se retirer ou dissoudre le parlement, deux dernières hypothèses qui sont naturellement à éviter dans les circonstances actuelles. Le nouveau gouvernement n'est donc pas une solution de la crise, mais un palliatif seulement et dans quelques mois on pourra voir si cette crise subite n'a pas été un détour et une perte de temps.

Münchener Neueste Nachrichten, 24.VI.17. — Revue politique hebdomadaire :

Relativement à la question de la Russie sur les nouveaux buts de guerre, Sonnino s'est tenu également sur une prudente réserve, à l'exemple de l'Angleterre et de la France. La formule « sans annexions et sans indemnité » est inacceptable, puisqu'elle contrarie les projets du grand syndicat de partage du monde auquel appartient l'Italie qui espère aussi faire une bonne affaire sans une trop grande mise de fonds. Et l'épée de Damoclès des conventions secrètes est suspendue sur la tête des Alliés. Les promesses prématurées de M. Ribot ont sans doute été mises à néant par la direction de l'armée, apparemment pour des raisons militaires.

Frankfurter Zeitung, 24.VI.17. — « Situation de guerre », par Franz Carl Endres, chroniqueur militaire :

Pour la direction française se pose maintenant la grave question de savoir si elle doit sacrifier les dernières ressources de son armée dans les mêmes conditions qu'elle le fit jusqu'ici, avec l'idée qu'en faisant encore une fois agir toutes ses forces elle pourrait obtenir le succès stratégique et partant le succès politique, ou bien doit-elle attendre l'Amérique? A condition qu'aucune offensive allemande n'apporte pendant l'été une modification décisive, cette dernière supposition ferait traîner la guerre jusqu'en 1918. Par l'influence que les événements russes peuvent avoir sur la situation ainsi que les troubles causés par nos sous-marins, ces prévisions ne seront peut-être pas réalisables, quoique stratégiquement possibles; elles doivent entrer pour une large part dans les supputations françaises. Par l'entrée en scène de l'Amérique, les calculs de guerre ont été compliqués de tous côtés. Matériellement l'Amérique est un facteur important mais qui ne peut agir qu'à longue échéance. La mobilisation américaine prend une année. Apparaît donc la question, inséparable de la politique, de ce qui peut s'accomplir militairement pendant cette mobilisation. La réponse donne à l'Entente la décision sur ce qui peut être encore tenté cet été.

ITALIE

L'idea nazionale, 17.VI.17. — La Palestine :

La nouvelle de l'arrivée du contingent italien pour les opérations militaires en Palestine confirme d'une manière concrète et indubitable ce que nous avons affirmé, depuis le mois d'avril, au sujet des accords établis entre les alliés, pour l'internationalisation des Lieux-Saints.

A cette époque-là, quelques journaux français et particulièrement le « Journal des Débats » avaient publié de longues polémiques pour démentir nos affirmations, qu'ils attribuaient à notre fantaisie impérialiste et assuraient que la France seule pouvait être gardienne et protectrice de la Palestine, alléguant des droits historiques, des traditions politiques et religieuses. Certains d'entre eux ne manquèrent pas d'employer ce ton de superbe ironie qu'ils n'ont eu le bon goût ni la prudence de mettre de côté, même en pleine alliance.

... Seulement nous ne pouvons comprendre — et nous demandons qu'on nous explique — pourquoi le contingent italien n'est pas, quant au nombre et à l'importance, égal à celui de nos Alliés, comme il serait logique et équitable. Car si ce fait était dû à des raisons non seulement militaires, mais aussi diplomatiques, il serait absolument inadmissible.

Corriere della Sera, 17.VI.17. — Comment la crise ministérielle a été résolue :

Les interventistes ont une force réelle dans la nation, force qu'ils possèdent non seulement par leur nombre, mais aussi par la noblesse, la grandeur et la chaleur de leur opinion, tandis que l'opposition a ses racines dans un ter-

rain de bas intérêts immédiats. Mais ils ne dominent pas au Parlement et les hommes qu'ils combattent sont précisément ceux qui ont le plus d'autorité dans le Parlement. Comment résoudre alors la contradiction qui existe entre les nécessités parlementaires et celles d'une politique ferme de guerre? Les esprits agités et sans réflexion rêvent d'absurdes coups d'Etat et ceux qui en repoussent la possibilité s'adaptent à des transactions. De sorte que, les ministres démissionnaires, et non seulement eux, mais aussi d'autres non démissionnaires, chez lesquels la foi interventiste est pure et grande, ont transigé et toléré, du moins en ce moment, la présence du ministre Orlando au ministère de l'intérieur, ne fut-ce que pour empêcher la démolition du ministère national qui aurait pu aboutir à un saut dans le vide.

La Tribuna, 18.VI.17. — Quelques vérités à la Russie (O. Malagodi) :

Nous avons devant nos yeux une déclaration toute récente du Conseil des ouvriers et soldats, en ces termes : « Nous avons introduit dans le gouvernement provisoire, des ministres socialistes, avec le mandat précis de préparer la paix générale, d'accord avec les nations, et « de ne pas prolonger une guerre impérialiste au nom de la délivrance des nationalités, au moyen des bayonnettes ».

En lisant ces mots, nous ne pouvons réprimer un geste d'indignation. Ce sont des paroles de socialistes idéalistes pour leur peau, mais qui, pour employer le langage des « compagnons » suintent la lâcheté du plus ventru bourgeois, tel que les socialistes se plaisent à le mettre en caricature.

... Les dépêches de Pétrograd nous apprennent que non seulement la presse extrémiste, mais même la presse bourgeoise, désapprouve les réponses de la France et de l'Angleterre à la note du gouvernement provisoire sur les buts de guerre.

... Nous répondons en exprimant notre grand étonnement de voir que la récente, trop récente démocratie de Pétrograd se montre si susceptible et pointilleuse sur les idées et les tendances de ses alliés, quand elle paraît si peu curieuse de connaître, même approximativement, par le « compagnon » Scheidemann, les buts de guerre des ennemis.

L'Idée nazionale, 18.VI.17. — La note à la Russie :

L'accueil fait aux notes américaines, anglaise et française par les révolutionnaires russes ne nous surprend pas.

... Il n'y avait qu'un seul dilemme à poser : la Russie veut-elle, oui ou non, tenir ses engagements ? Et agir en conséquence.

Mais la France et l'Angleterre ont cru plus pratique et plus habile de faire preuve de condescendance pour ne pas heurter les prétentions, des démagogues du « Soviet » qui croient racheter l'Europe. Elles n'ont pas compris qu'il s'agissait d'un parti-pris et que toute discussion ne servait qu'à désarmer inutilement les Alliés en présence du chantage. L'accueil russe, qui était à prévoir, le prouve.

... L'Angleterre, dans sa note, a parlé non seulement en son propre nom, mais aussi « au nom des Alliés ». A-t-elle été autorisée préalablement par l'Italie à faire cette déclaration ? Il serait étrange que, tandis qu'on discute à la Chambre des Communes si l'« immédiate » consultation de l'Italie avant la proclamation d'Argirocastro a eu lieu, l'Angleterre ait cru pouvoir engager les Alliés dans une question bien plus grave et vitale sans les avoir préalablement consultés séparément et en avoir obtenu l'approbation.

Avanti, 19.VI.17. — Au pays du silence :

L'Amérique, l'Angleterre, la France, au moyen de leurs gouvernants, ont manifesté officiellement et d'une manière précise quels sont les résultats que ces puissances se proposent d'obtenir, dans leur message au gouvernement russe. L'Allemagne et l'Autriche ont permis à leurs peuples le libre examen des conditions de paix. Mais le gouvernement italien n'est pas sorti des formules vagues, n'a rien fait connaître de positif et l'opinion publique n'a pas la faculté de se prononcer.

... Le gouvernement n'ignore pas que, même parmi les partisans de la guerre, il y a des divergences d'opinion sur le caractère que la paix victorieuse doit revêtir ; savoir si elle se limitera à la réintégration à la nation italienne des terres habitées par les gens de notre race, ou si elle s'étendra, par la formation d'un vaste empire en Europe, en Asie et en Afrique.

Terrible problème, et le choix de l'une ou de l'autre de ces solutions décidera pendant les siècles futurs, peut-être, de la force, de la sûreté et de la prospérité de l'Italie. Sa politique intérieure, aussi, ne peut être la même dans une démocratie contraire aux conquêtes, ou dans un empire avide d'expansion.

Il Secolo, 19.VI.17. — Une nouvelle politique (Romolo Murri) :

... Nous sommes entrés en guerre pour nos intérêts nationaux, ce qui était légitime, mais qui, toutefois, ne répondait pas entièrement à la réalité. Vis-à-vis de la France, de l'Angleterre, des neutres et du monde entier, qui ne pouvaient s'émouvoir sensiblement pour nos intérêts particuliers, il aurait fallu que la nation justifiait, en présence des problèmes universels posés par la guerre, ses légitimes aspirations de réintégration et d'agrandissement, en définis-

sant quel rôle elle voulait remplir et quelles solutions elle envisageait pour concilier ses projets avec ses propres intérêts.

Depuis que nous sommes en guerre, ni la politique étrangère, ni la politique intérieure, n'ont répondu à ce besoin.

La Tribuna, 19.VI.17. — Le pacte du silence (Rastignac) :

La vieille revue française « Le Correspondant », dans son numéro du 10 juin, publie un article intitulé : « Le programme italien » que l'on ne peut dire n'avoir lu et compris.

... L'auteur de cet article se propose de combattre comme vaines, dangereuses et perturbatrices pour les Alliés, non seulement les aspirations de ceux qu'il nomme les impérialistes italiens — inutile d'ajouter que pour lui tout Italien qui ose poser et discuter le plus innocent problème de politique coloniale est un impérialiste — mais même celles des plus timides et modestes nationalistes qui, selon les exigences de l'argumentation sont représentés tantôt comme des interventionnistes tantôt comme des neutralistes et des germanophiles.

Les aspirations italiennes ? Mais il était convenu de ne pas en parler jusqu'à la fin de la guerre !...

... L'article, ou plutôt le rapport, examine avec beaucoup d'excitation les aspirations italiennes, qu'il divise en trois groupes : le groupe africain, le groupe asiatique (moindre) et le groupe européen. De ce dernier, qui comprend Trente et Trieste, l'Istrie et la Dalmatie jusqu'à Cattaro et Raguse, il dit peu de chose et conseille la prudence, afin d'éviter les dangers qui dériveraient à l'avenir d'une trop large et injustifiée annexion. Passons outre. Il est inutile maintenant de parler des Yougoslaves, qu'il ne nomme pas mais qui sont sous-entendus. Du groupe asiatique quelques observations de principe, une ironie mal voilée sur les prétentions italiennes exagérées en comparaison de celles plus légitimes des autres alliés. Mais où le calme et la gravité, ainsi que l'ironie se dissipent, c'est dans la discussion du groupe africain. Parler à l'Angleterre du port de Kisimayo ? Parler à la France de Djibouti ? Mais ce serait une véritable provocation !

... Il me suffit d'avertir nos bons amis de France, qu'en Italie ceux qui doivent comprendre ont déjà tout compris.

Corriere della Sera, 20.VI.17. — Le chef de la politique étrangère suisse démissionne après avoir tenté d'induire la Russie à la paix :

... Nous savons que le gouvernement suisse ne peut être impliqué dans ce genre d'aventures et qu'il est disposé, aujourd'hui comme hier, à maintenir loyalement la neutralité promise. Nous croyons même que le peuple suisse, malgré les sympathies de race d'une partie de sa population, sent trop vivement l'orgueil de sa propre indépendance et les traditions de rectitude démocratique de sa politique internationale, pour juger utile à l'humanité une action aussi équivoque en faveur d'une paix qui ne peut être acquise honorablement par des intrigues ou par des ruses qui ressemblent fort à des intrigues.

Et, en effet, nous voyons qu'en présence du scandale, la démission du conseiller Hoffmann n'a pas tardé. Les faits le condamnaient. Après la mésaventure bien connue de l'envoyé suisse aux Etats-Unis, ce deuxième cas n'était vraiment pas nécessaire.

Il Secolo, 20.VI.17. — Pourquoi les socialistes italiens ne pourront pas se rendre à Stockholm :

L'« Agenzia nazionale della Stampa » publie : La nouvelle du refus des passeports aux socialistes italiens qui vou-

laient se rendre à Stockholm est confirmée. Toutefois, selon nos informations, les choses se seraient passées ainsi :

Les passeports de quelques socialistes officiels furent demandés pour la Suisse, le Danemark et la Norvège, via France, dans l'intention d'atteindre Stockholm par cette route. Mais un accord entre les deux gouvernements alliés a établi que notre gouvernement peut bien accorder des passeports pour la France et les pays neutres, mais les détenteurs de ces passeports, en traversant la France, doivent s'assujettir aux dispositions du gouvernement français. Les passeports pour la France ne sont donc pas refusés, mais le gouvernement français qui a refusé le passeports aux socialistes français ne pourra certainement pas les accorder aux socialistes italiens.

Avanti, 20.VI.17. — Les socialistes et la guerre. — D'une lettre de Filippo Turati au *Giornale d'Italia*, sur la solution de la crise ministérielle :

... Dans l'imminente discussion, il est certain que nous socialistes, devrions répéter et dire toujours plus fort au gouvernement italien, ainsi qu'à tous les gouvernements, quels sont les besoins les plus urgents de l'heure actuelle; les mettre en demeure de descendre de l'Olympe diplomatique et de se confesser aux peuples. Qu'ils confessent où ils vont (s'ils le savent ou croient le savoir), jusqu'où ils ont l'intention d'aller, par quels sacrifices encore, pour quels résultats et à la rencontre de quelles expiations. Mais l'expérience désormais de ces trois années nous apprend que l'énorme majorité de l'assemblée se lèvera contre nous en criant — comme pour s'étourdir et se leurrer elle-même — « Vive l'Italie ! » Ce seront des spectres qui se palpent pour s'assurer s'ils sont encore bien vivants...

Jusques à quand durera l'agonie ?

L'Idée nazionale, 21.VI.17. — La note de l'Italie à la Russie :

La note que l'Italie envoie à la Russie sur les buts de guerre est, de toutes celles que les gouvernements de l'Entente ont cru devoir adresser au gouvernement provisoire de Pétrograde, la seule qui soit raisonnable.

On y trouve exprimés, avec toute la clarté et la précision que le langage diplomatique permet, les buts de la guerre italienne, guerre de délivrance et de réorganisation nationale, guerre pour la défense et l'expansion de la civilisation. Ce qui la distingue des notes anglaise et française c'est tout juste l'évidente et compréhensible préoccupation, de la part de celui qui l'a rédigée, de répondre à la demande russe sans sortir des limites de ce que la Russie pouvait prétendre de savoir de nous. Et il aurait été plus prudent, peut-être, que les gouvernements de Londres et de Paris, au lieu de se montrer disposés à rouvrir la discussion sur les buts de guerre eussent, de leur côté aussi, observé les mêmes limites strictement nécessaires et répété, ni plus ni moins, que ce qui avait déjà été dit au gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, lors de son intervention aux côtés des Alliés.

Il Secolo, 21.VI.17. — Le scandale Hoffmann-Grimm :

Les commentaires, dans les conversations particulières et les journaux, varient naturellement et profondément d'une région à l'autre. Dans la Suisse orientale, on est plutôt « vexé » pour les conséquences morales et matérielles du fait et on se limite à déplorer « la légèreté » du chef du Département politique. Sans être nettement germanophiles, bien des cercles intellectuels et populaires de la Suisse alémanique demeurent insensibles au caractère du conflit européen et sont, par conséquent, indifférents au sort de l'une ou de l'autre des coalitions. Leur principale préoccupation est celle des vivres : que les empires centraux vain-

quent ou l'Entente, l'essentiel est que l'Allemagne continue à envoyer du charbon et l'Entente à laisser passer les denrées alimentaires. Une paix prochaine, paix allemande ou paix du droit, peu importe, signifierait pour la Suisse l'élimination de nombreuses préoccupations militaires et économiques. C'est pourquoi, si la tentative de Hoffmann est vivement déplorée par un grand nombre de gens, d'autres, sans la défendre, la considèrent comme une manœuvre tentée dans l'intérêt du pays.

La Stampa, 22.VI.17. — A l'ouverture de la Chambre :

Les trois ministres démissionnaires se sont calmés. L'histoire peut reprendre son cours ! D'un moment à l'autre des milliers de vies disparaissent; il faut arracher kilo par kilo le pain pour les soldats, le bois et le fer pour les navires, l'acier pour les munitions, le charbon pour la vie, le sort du monde, l'avenir des générations sont en jeu.

... Mais quelques ministres sont nerveux, et l'Italie leur doit une petite crise pour les calmer. Un pays qui produit des hommes de ce genre, en ces temps-ci, a le devoir de tourner le dos au front, de se courber sur eux, de leur administrer le léuitif dont leurs entrailles enflammées ont besoin. Veulent-ils un autre ministère ? Que l'on crée un ministère en plus. Ne veulent-ils pas l'Albanie ? Qu'on en fasse cadeau à la France. Depuis deux ans les ministres soi-disant interventionnistes paraissent être le centre de gravité de la péninsule, on parle d'eux plus que de Cadorna.

Avanti, 22.VI.17. — Grimm !

Nous avons prévu la spéculation que vos adversaires auraient faite sur l'incident Grimm. Elle ne nous étonne pas et, par conséquent, ne nous indigne pas. Elle nous cause seulement quelques méditations et même un certain découragement. Nous observons avec quelle légèreté phénoménale notre presse, même la mieux informée, passe d'une attitude à l'autre et place nos hommes tantôt sur un autel, tantôt dans la poussière, pourvu qu'elle ait la persuasion de pouvoir les employer contre nous. Hier encore, Grimm était décrit, par les journaux de la démocratie maçonnique, comme un ententophile dont l'action en Suisse était opposée à la nôtre en Italie, tandis qu'à la vérité, nous fûmes toujours, dans les grandes lignes, parfaitement d'accord avec lui; et l'on mettait en évidence son œuvre tenace d'accusation contre les majoritaires allemands, en contradiction avec celle de Branting et des autres convocats du congrès de Stockholm, accusés de favoriser l'impérialisme allemand.

... Nous ne nous étonnons pas. Ceux qui étaient hier encore, les partisans du germanisme en Italie, les importateurs de pommades pour les cors de l'ambassadeur d'Autriche à Rome, ont besoin d'inventer la germanophilie d'autrui, pour faire oublier la leur et ont besoin de démontrer que nous, socialistes qui travaillons ouvertement pour la paix générale, sommes partisans de cette paix séparée qui s'adapte si bien à leur mentalité diplomatique.

Corriere della Sera, 22.VI.17. — Pour prolonger la guerre :

... Mais ces considérations n'empêchent pas que, s'il est difficile d'accepter entièrement les raisons alléguées par le conseiller Hoffmann pour sa défense (de candide patriote et de philanthrope uniquement préoccupé de délivrer au plus tôt sa patrie et le monde civilisé des maux, directs ou indirects causés par la guerre), il est tout aussi difficile de soupçonner le gouvernement suisse entier d'agir avec une partialité secrète dans l'intérêt de la paix allemande. Le scandale actuel servira, nous l'espérons, à démontrer à Berne le danger des apparences, qui peuvent alimenter, au lieu de détruire, les soupçons de cette nature.

Avanti, 23.VI.17. — Il faut attendre. — Les mystifications anti-socialistes :

Comme nous l'avons dit déjà, nous attendons de connaître les explications détaillées et documentées de Grimm pour juger le rôle qu'il a eu dans l'affaire Hoffmann, et notre jugement n'obéira certainement pas à des préoccupations étrangères aux intérêts de tous les gouvernements ni au social patriotisme de tous les pays; mais dans l'attente de ces explications, ce ne sont pas les aigres cancans dif-

famatoires de la presse anti-socialiste qui pourront avoir la moindre influence sur les impressions et les opinions des masses ouvrières. Elles ont constaté, tant de fois, en trois années de guerre, combien les journaux de la bourgeoisie sont... courageux pour organiser des trucs, répandre des mensonges, fausser les faits même les plus simples et les plus clairs, et ont de bonnes raisons de soupçonner que nous nous trouvons en présence d'une nouvelle exagération lancée par la bourgeoisie dans le vain espoir d'affaiblir, par la calomnie, la force du socialisme international.

RUSSIE

Dans un article de fond, le journal de Moscou *Russkoje Slovo*, proteste énergiquement contre les tendances séparatistes extrêmes qui se sont fait jour en Finlande ces derniers temps :

Les prétentions des Finlandais sont juridiquement sans fondement et politiquement inadmissibles. Avec la chute de l'ancien régime, les droits du tsar, qui était aussi grand-duc de Finlande, ont passé dans les mains du peuple russe. Celui-ci en attendant la réunion de l'assemblée constituante, les a confiés au gouvernement provisoire. Celui-ci ne peut pas renoncer à ces droits dont il est responsable devant le peuple. Toute tentative de discuter ces droits va à l'encontre de la souveraineté de la libre Russie et de la révolution russe. Les Finlandais ont également commis une faute dans leur évaluation de la situation politique créée en Russie par le changement de régime. Induits en erreur par quelques manifestations isolées d'anarchie, ils tentent de spéculer sur la faiblesse momentanée de la Russie. Si l'on ose s'exprimer un peu vulgairement, on peut dire que les Finlandais ont essayé de s'approprier quelque chose qui leur paraissait mal gardé, en profitant d'une prétendue absence du propriétaire.

A ce jeu les Finlandais risquent beaucoup. Ils courent avant tout le danger de perdre les sympathies que la démocratie russe a toujours témoigné à la cause de la vaillante lutte que la Finlande soutient pour ses droits et pour sa liberté. Les Finlandais jouent avec le feu.

Wjestnik Bankowi Promyschlennosti:

Aussitôt que l'ancien pouvoir a été jeté bas et que la révolution a atteint son but politique, elle s'est transformée en une révolution sociale. Lorsque l'organisation politique qui rendait impossible l'expression de sa volonté populaire se fut écroulée, le pays a dit énergiquement son mot. Et ce qu'il réclamait c'était la réforme sociale.

Il est très significatif que les soldats et les ouvriers n'aient pas laissé complètement le pouvoir aux mains du gouvernement provisoire, ouvertement dans cette idée que les buts de la révolution n'étaient pas atteints même de loin et qu'on n'en était qu'au début. Les soldats, c'est-à-dire les paysans, ou mieux les députés des paysans, de même que les ouvriers ont évalué très justement le caractère de la chute de l'ancien régime et de la situation qui en résulte. Ils ont compris qu'après la réalisation de la liberté politique il n'y a plus trois facteurs dans l'arène sociale: l'ancien pouvoir, les classes fortunées et le prolétariat, mais que les deux derniers facteurs seuls sont restés en présence et ils se sont réservé, d'accomplir les actes ultérieurs de la révolution.

...Pour le plus grand bonheur de la révolution, les organes représentant les intérêts de la classe ouvrière — nous voulons parler des conseils des délégués des ouvriers et des soldats — ont prouvé, dès le début de leur activité, qu'ils étaient partisans de résoudre le conflit des intérêts contraires de manière pacifique et sans effusion de sang inu-

tile. Mais cela engage aussi la classe des capitalistes. Il est donc possible de faire suivre un cours tranquille, loin de tous les excès, à la plus grande des révolutions sociales que le monde ait jamais vues.

Rousskoïé Slovo, 26.V.17. — Discours de M. Bounakoff au Congrès des paysans :

La guerre couvre le ciel comme un gros nuage. Ouvrez un livre d'histoire et feuillotez-le, vous ne trouverez pas de pages plus noires que l'histoire de notre guerre de trois ans. En deux ans 4 ½ millions d'hommes sont tués, 11 millions blessés dont 3 ½ millions sont des estropiés, des invalides et ces forces jeunes et créatrices sont la fleur de l'humanité. De 1790 à 1914 toutes les guerres de l'Europe n'ont pas donné un total de victimes égalant celui de cette maudite guerre. Pour le peuple travailleur toute guerre est inadmissible et toutes les forces, toutes les consciences doivent être déployées pour en finir. Si le peuple travailleur ne veut pas se noyer dans la mer de sang il doit cesser la guerre, il doit hâter la paix. Aucun autre pays ne marche sous le drapeau du socialisme, c'est la Russie, le pays le plus arriéré qui porte son drapeau rouge au monde entier. Toute la révolution russe n'est qu'une lutte pour la paix, contre la guerre. Nous devons déclarer que nous voulons la paix, mais une paix juste et durable sans annexions, ni contributions.

En expliquant la signification de ces mots l'orateur dit qu'il est nécessaire de rétablir la Serbie et la Belgique et que non seulement l'Allemagne, mais aussi l'Amérique et les autres pays qui se sont enrichis par la guerre doivent contribuer au rétablissement des petits pays. Nous devons insister pour que la Pologne ruinée soit réunie comme le désire son peuple; que la population de l'Alsace-Lorraine puisse librement exprimer sa volonté de rester avec les allemands ou de s'unir à la France, que l'Arménie aussi devienne indépendante. Mais comment arriver à une paix juste? Pour une paix rapide le meilleur moyen est une paix séparée. Mais les paysans ne peuvent pas accepter cette paix. Une paix séparée tuerait non seulement notre révolution, mais la révolution du monde entier. Une paix séparée est un deshonneur pour la Russie, une trahison par rapport à nos alliés. Et puisque nous ne pouvons pas faire une paix séparée, nous devons continuer la guerre. Nous devons faire une offensive. Rester sur place dans les tranchées est un armistice séparé, qui est encore plus déshonorant qu'une paix séparée. Un armistice séparé décompose l'armée et ruine le peuple. Que l'armée et les paysans soient tranquilles au sujet de la terre, car à la tête du ministère de l'agriculture nous avons Tchernoff, qui ne donnera à personne la terre appartenant au peuple travailleur, qui ne permettra à personne de toucher à la terre avant la fin de la guerre. Quand notre ministre de la guerre Kerensky donnera l'ordre de faire une offensive, l'armée russe devra de toutes ses forces soutenir son appel.

Nous devons envoyer nos députés sur le front pour qu'ils bénissent avec les drapeaux rouges de terre et liberté notre

armée pour une offensive. Qu'elle sache qu'elle doit combattre et mourir pour la liberté russe, pour la paix du monde entier et la future fraternité socialiste de tous les peuples.

Rousskia Viedomosti, 27.V.17. — Congrès des paysans. — Résolution :

La majorité du congrès, 600 contre 12, avec 15 abstentions, acceptent la résolution suivante :

Les paysans travailleurs, partie de la grande armée de travail, tendent à une paix équitable, sans déshérités, ni opprimés, une paix sans annexions, ni amendes en argent avec le droit pour chaque peuple de décider de son sort. La base de cette paix doit être non l'occupation par les armées combattantes des terres quelconques, mais la volonté de la population de ces terres. Aucune conditions qui pourraient mettre un pays en dépendance économique d'un autre pays ne sont acceptables. Tous les rapports internationaux à l'avenir ainsi que tous les traités doivent se faire sous le contrôle des peuples intéressés eux-mêmes. La solution de toutes les discussions entre les pays doit se faire par un tribunal international et non par la force armée. Les secrets diplomatiques doivent être anéantis.

Le congrès des paysans de toute la Russie repousse avec indignation toute idée d'une paix séparée et approuve toutes les démarches du Soviet faites pour l'union des travailleurs du monde entier, pour la lutte en commun. De son côté le congrès des paysans exhorte les paysans du monde entier d'exiger de leurs gouvernements le renoncement aux annexions et contributions.

Le congrès des députés paysans décide de prendre part au congrès des travailleurs du monde entier, mais il déclare en même temps que tant que l'union de tous les ouvriers n'est pas atteinte il croit du devoir du peuple travailleur de la Russie révolutionnaire de mener une défense active du pays sans s'arrêter devant n'importe quels sacrifices et prendre les mesures les plus énergiques pour augmenter la combativité de l'armée aussi bien pour les opérations de défense, que pour l'offensive.

Tant que l'armée révolutionnaire russe combat contre des armées conduites par des empereurs, elle combat pour sauver les grandes acquisitions du peuple russe.

Le congrès des députés paysans adresse un salut chaleureux à tous ses frères et fils qui sont dans l'armée et les appelle à se soumettre à la libre discipline, à défendre la Russie révolutionnaire et à se rappeler que dans cette lutte héroïque tous les paysans travailleurs les soutiendront, qu'ils les bénissent pour cette guerre et n'oublieront jamais leur sang versé pour la grande cause.

Rousskia Viedomosti 30.V.17. — Au Soviet de Moscou; Compte rendu du ministre Tseretelli :

Nous sommes entrés au ministère, car nous comprenions que la Russie a besoin d'un gouvernement ferme. Nous sommes entrés au ministère après être persuadés que les 10 membres bourgeois qui le composent ont tous accepté en entier notre programme d'action, pour sauver la Russie; ils l'ont acceptée grâce à la concordance actuelle des intérêts de la bourgeoisie et de la démocratie. M. Tseretelli a donné des explications détaillées sur une série des questions qui lui étaient posées. La question de savoir pourquoi on ne publie pas les traités secrets a déjà été posée souvent; ceux qui la posent ne comprennent pas son importance. Ils ne se rendent pas compte à quoi servirait cette publication. Ils croient que tout irait mieux, si ces traités étaient annulés.

En réalité cela aurait conduit la Russie à la rupture des relations avec tous les alliés et à une guerre ou paix séparée avec l'Allemagne. La meilleure et la seule voie d'entente dans la politique extérieure de nos alliés avec la politique de la démocratie russe, c'est la voie de rapprochement

avec la démocratie alliée et une action par son intermédiaire sur les gouvernements alliés. Nous nous posons comme un but indispensable la révision des traités existants, mais nous croyons que le meilleur moyen est de ne pas demander la publication des traités secrets.

On me demande pourquoi le portefeuille du ministre des affaires étrangères n'est pas dans les mains des socialistes? Parce que nous croyons qu'en ce moment il est plus à sa place dans les mains d'un représentant de la bourgeoisie — tel que Terestchenko. Il partage tout à fait notre point de vue et il saura en même temps mieux que nous trouver un langage à tous commun dans la politique d'entente avec les gouvernements alliés ainsi que dans la correspondance officielle, tant que leurs points de vue sont plus modérés que ceux de la démocratie russe.

Nous démocrates — nous voulons des relations avec la démocratie. Si notre politique avait été une politique de rupture des relations diplomatiques, ce serait autre chose, mais puisque cela n'existe pas, nous croyons que le représentant de la bourgeoisie, qui est d'accord avec nous, est plus à sa place au ministère des affaires étrangères.

La tâche de la démocratie est la convocation d'un congrès international des socialistes. Mais seulement dans le cas où nous aurions la possibilité d'y voir les représentants non seulement de la majorité, mais aussi des minorités socialistes.

Rousskoïe Slovo 2.VI.17. — Emile Vandervelde au Soviet de Moscou :

Dans son discours, le ministre de la Belgique exprime la joie d'avoir une occasion d'échanger les points de vue avec les camarades russes. Cet échange permettra de dissiper les malentendus qui existent peut-être chez les camarades russes à propos des socialistes belges. L'orateur ne cache pas qu'à Pétrograde il y avait quelque désaccord.

On arrivait jusqu'à dire que les socialistes belges ont cessé d'être partisans de l'Internationale et antimilitariste. Si nous désirons que Guillaume II ait le sort de Nicolas II, ce n'est que parce que nous sommes antimilitaristes. L'anéantissement du militarisme allemand est le meilleur moyen de lutte pour le désarmement général.

A propos de sa mission Vandervelde a dit : « Je viens en Russie pour m'adresser à la conscience, à la bonté et à l'intelligence du prolétariat russe. Ce n'est pas pour la première fois que je suis en Russie. En 1914 j'étais à Pétrograde pour une autre raison. Alors la Belgique était libre. J'étais venu pour mettre d'accord les différents courants de la sociale-démocratie russe. A présent vous êtes libres et nous sommes sous le joug de Guillaume. Je crois que tant que la révolution russe n'a pas fait le tour de toute l'Europe, tant qu'elle ne donnera la possibilité, dans une union étroite de tous d'arriver à des buts communs, notre problème ne sera pas résolu. C'est de ce problème que je voulais vous entretenir. Posez-moi des questions je serai heureux de vous répondre. »

Le président Chintchoua a dit : « En participant dans cette guerre nous savions que les impérialistes sont les coupables dans cette guerre et les prolétaires les participants. Chaque jour de guerre augmente les malheurs et la ruine dans tous les pays et met le prolétariat dans une situation terrible. C'est pour cela que depuis le premier moment de la révolution nous avons déclaré la guerre à la guerre. Nous savons très bien que le prolétariat belge qui a tant souffert est d'accord avec nous. Nous nous adressons à la conscience, à l'intelligence et à la bonté du prolétariat belge et le prions de travailler ensemble avec nous à la réorganisation de l'Internationale. »

De Man, lieutenant de l'armée belge, dit : « Nous sommes prêts à signer quelques passages du discours du président, mais sous certains rapports nous ne sommes pas d'accord. En saluant la réorganisation de l'Internationale nous sommes

contre la fraternisation avec l'ennemi aussi bien sur le front que derrière le front dans des conférences. Je suis prêt à serrer la main aux Allemands s'ils changent leur point de vue. L'institution d'un régime libre en Allemagne peut seul hâter la paix. Quant aux contributions, la Belgique exige des fautifs de cette guerre non des contributions, mais des indemnités, des réparations des préjudices causés.»

En répondant à de Man, Chintchouc a dit: « Que si on ne parvenait pas à forcer l'Allemagne de payer les frais de guerre à la Belgique, la démocratie internationale prendra sur elle la réorganisation de la Belgique, mais cette question ne doit pas provoquer la continuation de la guerre. »

Rousskoïe Slovo, 3.VI.17. — Réunion des membres de la Douma. — Rapport de M. Schidlovsky:

Il est certain que les propriétaires souffraient aussi sous l'ancien régime, mais la classe dirigeante se formait effectivement des propriétaires et comme classe ils sont responsables de ce que faisait l'ancien régime.

Le côté économique de la question réside avant tout en ce que tous les espoirs des paysans reposent sur la grande augmentation de la surface de leur terre par le passage de toutes les terres aux travailleurs. On voit cependant dans les statistiques agraires que le partage de toutes les terres entre les paysans donnerait en moyenne une augmentation dans toute la Russie de deux dessiatines par famille. Ainsi le surplus de la terre ne couvrira même pas l'augmentation de la population. Mais l'illusion que le seul moyen de résoudre la question agraire est de donner toute la terre aux paysans est si forte, qu'on ne peut plus la détruire maintenant et le seul moyen de démontrer que ce n'est qu'une illusion, c'est de faire l'expérience et de partager toute la terre entre les paysans. Alors même les aveugles verront nettement que le centre de la question n'est pas dans la faible quantité de terre, mais dans la nécessité d'augmenter la fertilité de la terre, dans la nécessité de retirer d'une dessiatine le maximum de rendement.

Je ne suis pas partisan de l'idée qu'il faut partager la terre entre tous les citoyens comme une galette. La terre n'est à personne, mais elle n'est à personne seulement dans l'état où elle était créée par le bon Dieu. Du moment qu'elle a été travaillée, elle devient une valeur. Le principe fondamental de la réforme agraire doit être le partage de toute la terre en propriété ou en utilisation illimitée de façon à ce que chacun qui travaille la terre en reçoive une quantité qu'il pourra cultiver. Si la terre est donnée pour quelque temps seulement, il n'y aura plus de stimulant à l'amélioration de la culture. La propriété sur la terre doit être instituée dans les limites de la norme du travail pour exclure toute possibilité de retirer une rente de la terre.

On ne peut pas du coup faire la réforme agraire. Il faut certainement commencer tout de suite, mais il ne faut pas oublier que rien que l'arpentage de la terre prendra au moins quinze ans.

Ce qui m'effraie le plus, ce n'est pas l'anéantissement de la propriété privée sur la terre, mais le partage de la terre. Tous les paysans, sans exception, s'attendent à recevoir encore de la terre, cependant beaucoup d'entre eux, qui ont une quantité de terre surpassant la norme du travail

ne recevront aucune terre nouvelle, car elle sera donnée à ceux qui n'en ont point ou qui en ont trop peu.

La résolution suivante sur la question agraire est acceptée:

Une réunion privée de la Douma d'Etat déclare que la réforme agraire ne peut être exécutée que par l'Assemblée constituante, car seule l'Assemblée constituante aura assez d'autorité pour que sa décision soit acceptée par tout le monde sans discussions.

Tout essai de la part d'une organisation quelconque de s'attribuer dans cette question les droits de l'Assemblée constituante provoquera des troubles dans le pays. Chaque essai d'agir dans la question agraire par la force mènera à des discussions infinies, à des désaccords et même à une guerre civile. Comme conséquence d'une action pareille on aura une mauvaise récolte et la faim.

Dans les temps difficiles où nous vivons, quand un travail tranquille dans les champs est si indispensable pour subvenir aux besoins de l'armée et de la population, la Douma d'Etat prie tous les paysans de s'abstenir, jusqu'à décision de la Constituante de toute action par la force.

Novoïa Jisn. — Le Gouvernement de la paix ou le Gouvernement de l'offensive (article de Soukhanoff):

Le nouveau gouvernement existe et travaille depuis dix jours. Comment agit-il? Qu'a-t-il fait pour accomplir les tâches qu'il a assumées? Quels résultats remarque-t-on dans le travail du nouveau gouvernement sous le rapport de la guerre et de la paix?

Le ministre de la guerre travaille avec une énergie extrême sur toute la hiérarchie, avec l'aide de toutes les forces de la bourgeoisie et la plupart des forces démocratiques, à rétablir la discipline et la combativité dans l'armée. Ce travail se fait sous les yeux de tout le monde. Il a déjà donné des résultats indubitables. Et personne ne doute plus de leur but: c'est l'unité du front allié et une offensive contre l'ennemi.

Ce travail, en soi, n'est pas contre le programme, contre les devoirs de notre ministre de coalition. En tant que la guerre continue et la lutte pour la paix n'a pas encore donné de résultats, on ne peut pas protester contre le fonctionnement naturel de l'organisation militaire, travail pour la défense d'un côté, actions stratégiques offensives de l'autre. Mais le mot d'ordre « offensive », qui a dépassé tous les autres dès le premier jour du ministère de coalition prend non une signification technique, inoffensive, mais une signification politique des plus odieuses. La politique générale du nouveau ministère donne à ce mot d'ordre un caractère menaçant.

Tant qu'on n'aura pas pris toutes les mesures pour liquider la guerre, tant qu'on n'aura pas élaboré et officiellement proposé une nouvelle plateforme de paix sans annexions, ni contributions, tant que la guerre ne sera définitivement purifiée de toute trace d'impérialisme patriotique et interallié, jusque là aucune agitation, aucun appel, aucune menace que la presse bourgeoise répand si généreusement, ne donneront des fruits désirés. Nous en avons la garantie dans la conquête de la liberté politique, le travail infatigable de toutes les forces vraiment démocratiques et leur compréhension claire de leurs devoirs des citoyens.

POLOGNE

Echo Polskie de Moscou, 30.V.17., publie le texte des résolutions votées à la Conférence polonaise de Stockholm.

I. La question de l'armée polonaise en Russie.

Considérant la création de formations distinctes polonai-

ses dans l'armée russe comme préjudiciable au point de vue politique, il faut travailler contre l'agitation menée par des personnes et groupes irresponsables, dans le but de provoquer un large mouvement de masses militaires polonaises.

II. En ce qui concerne la consolidation des Polonais en Russie, on a reconnu une telle consolidation nécessaire, mais

sur une base déterminée. Doit être pris à cet égard comme critérium l'actuel travail de création de l'Etat polonais. Tout adversaire du travail créateur de l'Etat Polonais, qu'on accomplit au pays avec efforts, ne peut collaborer en commun avec ceux qui, de toutes leurs forces, appuient ce travail.

III. Résolution sur la question de la commission de liquidation des affaires polonaises en Russie.

Dans la compréhension absolue de l'importance de cette institution on a reconnu comme indiqué d'éliminer de son travail les questions de nature politique, ainsi que les décisions des questions d'obligations financières et économiques de l'Etat polonais. C'est une directive obviant pour l'avenir à un égarement éventuel de la juste ligne d'action, qu'a suivie la commission de liquidation guidée par le statut et par son créateur et président, M. Lednicki.

IV. Dans la question des rapports de l'Etat polonais avec la Russie, on a reconnu que seul l'Etat russe, rebâti sur les principes démocratiques peut écarter le danger de l'agressivité de la politique russe envers certaines nations. C'est pourquoi l'intérêt politique de l'Etat polonais est parallèle au raffermissement du régime démocratique en Russie.

Pour régulariser les rapports amicaux de voisinage entre les états polonais et russe il faut exclure une fois pour toutes toute ingérence réciproque dans les rapports intérieurs des deux Etats.

V. En reconnaissant le principe des nationalités, on a confirmé qu'il est dans l'intérêt de la nation polonaise, d'offrir aux nations liées à la Pologne par leur culture et leur passé les moyens les plus avantageux de développement.

Tous les journaux de Galicie publient le discours du leader du parti socialiste de Galicie et de Silésie, Ignacy Daszynski, prononcé au Reichsrat autrichien le 15 juin.

Nous en extrayons les passages les plus intéressants :

« Si avec le président des ministres je veux saluer les fils des peuples d'Autriche combattant sur le front, je ne puis trouver un autre salut pour la population sous les armes, que celui-ci : « A bas la guerre ! » A bas le militarisme ! Vive la paix !

... Si l'on dit que les Polonais étaient depuis longtemps les sujets les plus fidèles du trône... il ne faut pas oublier, que tant qu'à Varsovie siégeait le général-gouverneur russe, tant qu'une armée d'un quart de million d'hommes était cantonnée dans le royaume de Pologne prête à envahir la Galicie et l'Autriche, aussi longtemps apparaissait clairement aux Polonais la nécessité de tenir avec l'Autriche, de lutter ensemble avec elle contre le tsarisme russe et de la

rendre apte à la résistance... Si l'on considère le rôle des Polonais au parlement on voit qu'ils n'ont jamais été ni les amis des Slaves ni ceux des Allemands. Ils se rendaient compte toujours qu'ils ne peuvent pas être incorporés organiquement dans la politique de l'Etat autrichien. Et ceci leur attirait de tous côtés d'amers reproches... Pendant la guerre les Polonais sont restés fidèles à eux-mêmes, se déclarant pour la lutte contre le tsarisme russe. Déjà le 6 août 1914 Joseph Pilsudski franchit les frontières de la Pologne à la tête de son détachement de francs-tireurs. Huit jours après le Suprême Comité National fut fondé et les Légions polonaises créées. Nous considérons dans ce sens l'armée autrichienne comme notre armée luttant contre nos ennemis et il faut être fou pour parler de la trahison polonaise dans cette guerre. Il faut affirmer publiquement que la diplomatie austro-hongroise, le gouvernement hongrois et le haut commandement militaire autrichien ont approuvé entièrement notre attitude... En août 1914 prit naissance l'idée de l'état polonais, qui devait être réalisé par l'Autriche-Hongrie... Il semblait d'abord que le programme austro-polonais de la création de l'Etat polonais commençait à se réaliser... Nous ne sommes pas restés ingrats car la misère économique de l'Allemagne et de l'Autriche aurait commencée un an plus tôt, n'eût été le bétail et le blé polonais réquisitionnés pour l'Allemagne et pour l'Autriche occidentale.

... Mais au mois d'août 1916 on prépara un tout autre plan pour la solution de la question polonaise et l'acte historique du 5 novembre 1916 en fut l'expression. Les plans des Polonais en Galicie furent anéantis... Cependant sur la promesse de l'octroi de l'autonomie galicienne, nous nous mimes énergiquement au travail afin de montrer comment nous entendons le règlement de cette question. L'une des choses les plus importantes était pour nous le droit autonome de règlement et d'organisation de nos conditions économiques et financières. Cependant la déclaration du ministre des finances nous fit perdre tout espoir que le projet d'autonomie fût jamais réalisé... Aujourd'hui il n'y a plus d'autres solutions dans la question polonaise — que celle d'« un Etat polonais indépendant » ou tout au moins la constitution de cet Etat.

L'orateur parla ensuite de la résolution polonaise de Cracovie et fit la remarque que l'accès à la mer conduit par la partie canalisée de la Vistule jusqu'au port de Dantzig... La résolution de Cracovie, poursuivit-il, n'est point une fantaisie — mais au contraire c'est l'unique politique réaliste pour l'expansion de l'Autriche...

D'après l'acte du 5 novembre les Polonais avaient déclaré qu'ils demandent non seulement une Pologne indépendante, mais aussi une Pologne unie, l'un n'exclut pas l'autre. Il est tout autant dans l'intérêt des Polonais que dans celui des puissances centrales qu'un gouvernement polonais fort et conscient, ainsi qu'une véritable représentation nationale du royaume de Pologne se constituent immédiatement.»

AUTRICHE

Neue Freie Presse, 16.VI.17. — L'Alsace-Lorraine et l'Empire allemand. — Déclarations de Ribot à la Chambre française :

Après avoir hypocritement vanté le coup de force en Grèce, il dit qu'il ne s'agit pas de conquêtes mais de restauration et de libération des peuples. « Ainsi la question d'Alsace-Lorraine sera traitée de la façon la plus consciencieuse ». La façon la plus consciencieuse consiste à vouloir arracher à un Etat des territoires qui lui appartiennent depuis des siècles et dont la population ne veut pas être libérée ; la façon la plus consciencieuse de Ribot signifie violemment non seulement l'Allemagne mais aussi l'Alsace-Lorraine. En plus de cela la France, par le traitement in-

fligé à la Grèce montre avec une clarté suffisante ce qu'il faut entendre par la libération et la protection des petits peuples. Elle n'obtiendra jamais l'Alsace-Lorraine.

Neue Freie Presse, 17.VI.17 :

Renverser un gouvernement est aussi un art qui demande beaucoup de sens politique, une profonde réflexion et le choix prudent de l'occasion. Il est facile de calculer que les ministres, privés des voix des Polonais à la commission du budget et à la Chambre, n'auront point de majorité pour le projet de loi concernant les pleins pouvoirs financiers. Mais malgré la décision tranchante prise aujourd'hui par le club polonais, nous ne pouvons pas compren-

dre que les délégués de ce parti accomplissent devant l'Europe, devant le monde entier, un acte qui pendant bientôt trois années de guerre ne s'est encore produit dans aucun parlement.

Neues Wiener Journal, 17.VI.17. — Une crise ministérielle ?

Le comte Clam-Martinitz s'est montré distingué vis-à-vis du Parlement, mais totalement étranger. Son grand discours-programme qu'il a lu nonchalemment n'a éveillé chez aucun des députés l'impression de la grande époque où la Chambre se réunissait. Il n'a ni cherché ni obtenu une plus grande confiance entre le cabinet et les partis et comme il avait dans son entourage immédiat deux ministres qui s'y connaissent en choses parlementaires et qui savent quel est l'esprit de la Chambre, on peut admettre que cette attitude était voulue et calculée de manière telle que la distance soit maintenue entre lui, le politicien féodal, qui condescendait à une politique active, et la Chambre du peuple.

Reichspost, 21.VI.17. — Ce que l'on a entendu à Stockholm :

Ce qui a été exposé à M. Branting, à Stockholm, par des socialistes d'Autriche-Hongrie, ne doit pas nous laisser tout à fait indifférents. On n'y entend rien des désirs de l'Autriche-Hongrie, par contre on cherche à présenter les choses à Branting et à ses partisans comme si la population d'Autriche-Hongrie n'avait pas pour le moment de désir plus importants que la restauration de la Belgique, de la Roumanie et de la Serbie à laquelle il faudrait donner un accès à la mer, l'autonomie nationale en Autriche-Hongrie, etc. M. Branting aime naturellement entendre semblables choses et cela ne nous surprendrait pas si un beau jour l'Entente nous présentait tous les désirs aventureux des délégués de nos camarades, réunis en un charmant bouquet, comme conditions de paix ententistes. Ceci ne faciliterait pas le travail des puissances centrales lors des pourparlers de paix.

Neues Wiener Journal, 21.VI.17. — L'action pacifiste du conseiller fédéral Hoffmann :

Par leurs efforts pour n'atténuer en aucune façon leur

guerre de famine contre les puissances centrales, les Alliés se sont montrés très durs envers la Suisse. Tout cela et le sentiment humanitaire qui a toujours été hautement gardé en Suisse ne permettrait-il pas à un homme en activité politique, se trouvant en relations avec de nombreuses personnalités, de contribuer pour sa part à ce que le monde et avec lui son propre pays soient enfin délivrés de la folie guerrière ? Seuls des sophistes qui veulent par des détours obliger à prendre parti, peuvent ériger une telle défense en principe. Personne aujourd'hui ne doit laisser sa plus ou moins grande puissance inutilisée et doit la faire agir pour la paix. Les gouvernements des puissances centrales ont assez de loyauté, même pour faciliter de semblables efforts aux socialistes avec lesquels ils n'ont pourtant en général rien de commun. Et les gens de sentiments droits en Suisse ne doivent pas s'indigner si l'un des plus hauts fonctionnaires de leur pays qui aux yeux des citoyens des puissances belligérantes possède beaucoup d'avantages personnels et politiques, a voulu mettre ses avantages au service de la bonne cause.

Reichspost, 22.VI.17. — Le discours de Sonnino sur les buts de guerre :

Donc si les hommes au pouvoir à Petrograd veulent vraiment la paix, il n'y a plus aucune possibilité d'accord ultérieur entre eux et Sonnino qui a exposé une formule de guerre de durée, malgré les vœux bruyants par lesquels Sonnino a cherché à rendre plus acceptable aux dirigeants russes son refus de la formule de paix de Petrograd et malgré l'«intérêt anxieux» que l'Italie éprouve pour les oscillations que subit la révolution russe.

Neues Wiener Journal, 22.VI.17. — Le cabinet des nationalités échoue :

Le fond de la chose dont on s'est occupé ces deux derniers jours était bon, mais sa réalisation exige de la pondération et non pas la précipitation exagérée avec laquelle cette idée — abstraction faite de la direction — devait être mise à exécution. Ce sera l'affaire du nouveau président du ministère de continuer ce que le comte Clam-Martinitz a dû interrompre prématurément, et il est possible que maintenant la solution de la question des nationalités en Autriche puisse être trouvée.

BELGIQUE

Les journaux cités ci-dessous paraissent tous en pays non occupé.

La Métropole, 12.VI.17. — Problèmes de la reconstruction :

Tout contrit que nous sommes de nous éloigner ici, pour un instant, d'un supernationalisme naissant, en panache et gants blancs, que l'on nous permette, «avant tout», d'attirer l'attention de nos compatriotes sur des questions typiques qui ne peuvent échapper à aucun Belge digne de se nom :

1. L'avènement protectionniste en Grande-Bretagne, en France et en Italie.

2. La récupération et la perte de notre clientèle.

3. L'industrialisation progressive des dominions anglais, des contrées pastorales, y compris le Sud-Amérique.

4. Le tarif douanier à trois colonnes.

5. De quelle nationalité sera la prépondérance financière dans la Belgique de demain ?

... Aux députés redondants, au journalisme cocardier, nous ferons observer que si l'affranchissement industriel et général vis-à-vis des produits allemands est explicable en prin-

cipe, nous ne voyons pas bien où conduira l'indépendance industrielle de chaque nation si l'on rapproche cet amour-propre scientifique des moyens de nous régler les frais d'un désastre qui n'est pas notre fait. Un collaborateur du «Morning Post» avisé aux moyens de détruire le commerce de l'Allemagne. Nous nous permettons de lui demander si, partant de ce principe et de cette déclaration, le tonnage du frêt de sortie à Anvers est déjà résolu pour les steamers anglais qui fréquenteront le port et si le sommeil des fabriques allemandes permettrait le paiement d'une indemnité ?

Les Nouvelles, 14.VI.17. — Le piège (Jules Destrée) :

Quant à l'indemnité, qui la contestera à la Belgique ? L'Allemagne elle-même reconnaissait la lui devoir le 4 août 1914. Depuis, tous les gouvernements de l'Entente, soutenus par une opinion publique constante et unanime se sont engagés à la lui assurer. Est-il concevable que l'on puisse leur demander de se parjurer à l'égard du faible et que ce soient des révolutionnaires russes et des socialistes alliés qui osent souhaiter pareille félonie ?

Il suffit de poser la question pour comprendre le piège dissimulé sous la formule. En ce sens elle est déshonorante pour ceux qui la proposent et pour ceux qui l'acceptent. Seuls les Allemands peuvent s'en contenter. Aussi, s'emploient-ils, par voies ouvertes et moyens sournois à la propager dans le monde.

Les Nouvelles, 14.VI.17:

... La question flamande n'est et ne peut être qu'une question intérieure que les Belges régleront dans cet esprit de justice et avec ce sens de la liberté qui caractérisent toute leur œuvre politique, mais s'obstiner à vouloir la trancher par une formule de séparation administrative, c'est de l'aberration, car s'il y a des populations flamandes et des populations wallonnes, il n'y a qu'une nation belge, indivisible celle-là...

Le XXme Siècle, 19.VI.17. — Société des Nations? — Avec qui et comment? (C. Petit-jean.)

On a beaucoup parlé depuis quelque temps de la «Société des Nations». Comme un ordre du jour retentissant a naguère fait appel, pour organiser cette société, à l'effort des armées alliées, il doit être permis aux Belges comme aux autres peuples de l'Entente de dire ce qu'ils pensent de cette panacée. C'est qu'ils ont, en cette matière, quelque expérience.

C'était bien une Société des Nations qui nous avait garanti, à perpétuité, la neutralité et l'inviolabilité de la Belgique. La perpétuité a duré soixante-quatorze ans; notre territoire a été violé dès que l'intérêt de l'Allemagne a paru le demander. Sans doute, on ne doute pas de la parole française non plus que de la parole anglaise. Mais nous ne sommes plus neutres et nous ne le serons plus; nous n'aurons plus ces paroles précieuses et pour l'avenir nous devons donc désirer d'autres garanties.

Dans toute société policée, il faut un garde-champêtre. Qui voudra de ce rôle ingrat? Le «Times» du 10 mars 1915 se demandait: «Pourquoi avons-nous garanti la neutralité belge? Pour une raison impérieuse d'intérêt national... Nous tenons notre parole quand nous l'avons donnée mais nous ne la donnons pas sans de sérieuses raisons pratiques; nous ne nous posons pas en Don Quichotte international, toujours prêt à venger les injures qui ne nous touchent pas.» Encore que l'aveu soit un peu brutal, c'est le langage du bon sens, et c'est, en tous cas, ce que chacun fait même lorsqu'il ne l'avoue pas. Et cela me paraît bien compromettant pour la paix garantie uniquement par une entente internationale. Nous avons d'ailleurs, nous pour notre malheur, compté un peu trop sur l'efficacité de la parole anglaise. Celle-ci a sans doute été tenue magnifiquement, mais 500,000 baïonnettes belges mobilisées en août 1914 eussent mieux et plus tôt fait notre salut...

La Société des Nations doit dès maintenant, penser à assurer avant tout et exclusivement le ravitaillement des alliés en matières premières et surtout en blé. Les Allemands qui n'auront plus mangé à leur faim depuis trois ans, chercheront à tout prix, à importer des vivres: ceux-ci seront dans le monde rares, bien rares, au cours des premières années de paix. Il faudra obliger l'Allemand qui s'est serré le ventre pour faire la guerre, à le serrer davantage encore pour avoir la paix. C'est une question de vie ou de mort pour les membres de la future Société des Nations et c'est encore une des faces de la sanction à imposer à l'Allemagne. Elle mourra peut-être de faim? Qu'importe encore? Crève la bête féroce plutôt que d'être sustentée de notre chair!

Le XXme Siècle, 20.VI.17. — Pourquoi il faut enlever à la Prusse la rive gauche du Rhin:

M. Lampué, doyen d'âge du Conseil municipal de Paris, l'a dit lundi en ouvrant la session de cette assemblée, et nous tenons d'autant plus à souligner ces paroles énergiques que les opinions socialistes de M. Lampué le mettent à l'abri de tout soupçon d'impérialisme ou de mégalomanie:

Espérons, nous les bons Français, qu'au moment où le continent européen va subir des transformations profondes et inattendues, espérons que la Conférence de la paix où seront réunis les hommes épris de justice du monde entier, espérons qu'ils voudront bien rendre à notre France aimée sa frontière, plus que millénaire, du Rhin, qui seule peut la mettre à l'abri des invasions des bêtes de proie de la barbarie toujours ivre de sang et d'orgueil.

La France au Rhin, c'est la garantie de la liberté, de la justice et du droit éternel dans le monde, c'est la civilisation assurée de vivre.

La France sans le Rhin, c'est la France avec ses frontières de nation vaincue et humiliée.

La France sans le Rhin devra se tenir toujours armée et toujours prête à repousser de nouvelles invasions.

La France sans le Rhin ne saurait oublier que, de 1792 à 1914, elle a dû subir six invasions; en 1792, en 1793, en 1814, en 1815, en 1870 et en 1914.

Enfin, la France sans le Rhin n'aurait plus qu'à courber la tête et attendre cette frontière ou la mort.

Le Socialiste belge, 23.VI.17. — Jeu dangereux.

La contre-révolution en Russie semble lever la tête. «Ce qui donne un caractère grave à ces intrigues, c'est le fait que certains éléments réactionnaires et militaristes ont évidemment la main dans cette affaire.»

Le journal rappelle alors une correspondance datée de Pétrograde 7 juin, publiée par le *Morning Post*, où il est dit notamment:

«Il existe maintenant à Petrograd une force militaire suffisamment grande et sur laquelle on peut compter, que l'on peut utiliser à tout effet, contre des prétentions excessives. De telles mesures ont déjà été prises dans différentes parties de la Russie, pour ramener à la sobriété la folle fureur de la liberté mal comprise. Ces preuves de l'intention d'employer les méthodes énergiques de l'ancien régime ainsi que la connaissance du fait que la force armée nécessaire est déjà disponible ont enfin donné une crainte salutaire aux têtes deux fois ivres, de l'alcool prohibé et de la liberté politique.»

Le Socialiste belge ajoute:

Ce disciple anglais de Bismarck est assez aimable pour admettre qu'un tsar ne peut plus gouverner toute une Russie. Mais ce qu'il veut, c'est que le pouvoir pléniptencier soit entre les mains de quelques hommes forts...

Il nous semble qu'il est du devoir et de l'intérêt des Alliés de mettre fin le plus tôt possible aux menées de ces conspirateurs réactionnaires qui voudraient étouffer dans le sang, la liberté de la Russie. Comment se fait-il, que le «gouvernement anglais», qui habituellement n'est pas aussi lent quand il s'agit de supprimer des déclarations qui ne lui conviennent pas, au point de vue de la politique extérieure, tolère ce jeu dangereux? Est-il permis que dans la presse anglaise on instigue ouvertement au renversement violent du régime démocratique actuel et à la guerre civile sanglante en Russie? Aux grands et nombreux bouleversements de la guerre viendra-t-il s'ajouter ceci, que l'Angleterre deviendra «le rempart de la réaction européenne»? Les masses démocratiques des pays occidentaux, qui ont besoin de l'amitié et de l'assistance de la Russie libre pour assurer leur propre liberté doivent faire de sorte que les incendiaires internationaux soient mis hors d'état de nuire.

Le XXme Siècle du 24.VI.17, sous le titre : « Le scandale Hoffmann et la Belgique », dit que c'est sur « l'intervention passionnée » de M. Hoffmann que le Conseil fédéral suisse refusa, en 1914, de protester contre la violation de la neutralité belge.

La Patrie belge du 24.VI.17 publie un article M. P. Otflet : « La Société des Nations » où il énumère les problèmes à résoudre : membres, buts, organes de cette Société.

Le même journal annonce que :

La « Ligue pour une Société des Nations basée sur une Constitution internationale » vient de décider l'organisation d'un congrès d'études, à Paris, le 14 juillet prochain et jours suivants. Le vote récent de la Chambre française, répondant de ce côté-ci de l'Atlantique aux idées exposées par le Président Wilson, explique l'opportunité de ce congrès. Il importe, en effet, que la « Société des Nations » ne reste pas dans les esprits une conception vague, un simple mot.

Des Belges unis à des Français ont pris l'initiative de cette réunion.

SUISSE

La Gazette de Lausanne :

Nous savons depuis l'affaire des colonels qu'on peut être objectivement coupable, et subjectivement innocent. En pareil cas, c'est l'acquiescement.

L'argument invoqué en faveur de M. Hoffmann consiste, non pas à nier l'existence de l'infraction, ce qui serait difficile, mais à soutenir qu'il l'a commise de bonne foi, « dans l'intérêt du pays ». L'expression figure à la fois dans la lettre de démission de M. Hoffmann et dans la déclaration du Conseil fédéral.

Cette étrange affirmation n'est pas expliquée dans la déclaration du Conseil fédéral, mais M. Hoffmann a pris soin de la développer : « Je me suis laissé inspirer, dit-il, « uniquement par le souci de la paix, et « par conséquent » « par l'intérêt du pays. » Ainsi M. Hoffmann n'a pas voulu la paix séparée entre les empires centraux. Il l'a voulu « dans l'intérêt du pays ». M. Hoffmann n'a pas pris garde que cette explication ne peut s'entendre que d'une seule façon, et contient implicitement le plus compromettant des aveux. Si M. Hoffmann, en négociant une paix séparée, croyait travailler aussi en vue de la paix générale, « qui » seule peut paraître dans l'intérêt du pays », c'est donc qu'à ses yeux l'une doit de toute nécessité entraîner l'autre... En d'autres termes, M. Hoffmann incitait la Russie à la défection pour « contraindre les Alliés » à accepter cette paix générale « dont son pays doit bénéficier ».

Je ne sais si des juges suisses trouveront dans ce système de défense un motif suffisant pour admettre que M. Hoffmann est « subjectivement innocent », et pour l'acquiescer comme un simple colonel. A la vérité, j'en serais surpris.

Le Genevois :

Incompréhensible du point de vue suisse, l'acte de M. Hoffmann apparaît d'une fulgurante clarté si l'on songe qu'il nous a mis à deux doigts de la guerre. Nous n'avons pas à rechercher ici les intentions, d'ailleurs incontrôlables, qui ont pu guider M. Hoffmann ; ce n'est pas un plaidoyer que nous prononçons en faveur d'un homme qui, il y a deux jours, était le dictateur de la Suisse et qui vient de mesurer combien proche du Capitole est la Roche tarpeienne ; son infortune est immense, mais l'énormité de son acte doit seule nous retenir. Et nous sommes irrésistiblement amenés à dire que M. Hoffmann nous conduisait au bord du gouffre.

Le Journal de Genève :

Dans tous les incidents les plus graves qui ont agité et divisé notre pays depuis la guerre, on retrouve l'Allemagne. Et c'est là ce qui doit expliquer l'extrême émotion qui s'empare de notre peuple quand il voit le pays compromis dans une nouvelle affaire où l'Allemagne est encore mêlée.

C'est pour complaire à un officier allemand que les deux colonels ont failli à leur devoir. Ils en ont été punis. Mais l'officier allemand est toujours à la légation de Berne, où sa présence est une véritable provocation.

C'est pour l'Allemagne que Mühlemann vient jeter l'opprobre sur une administration réputée pour son intégrité et qui depuis qu'elle existe, depuis 1848, n'avait jamais donné lieu à aucun scandale de corruption.

C'est l'Allemagne qui induit notre ministre à Washington à des démarches compromettantes.

Si les procès pour espionnage se répartissent plus ou moins entre les nations voisines, celui de Behrmann, directeur d'un office suisse de tourisme et chef d'une bande d'agent aux gages de la légation impériale, nous révèle des choses singulières et inquiétantes. C'est encore l'Allemagne qui est en jeu.

Enfin c'est pour l'Allemagne qu'un conseiller national se rend à Pétrougrad pour s'en faire expulser comme un malfaiteur et exposer le pays à une figure pitoyable. Et c'est auprès d'un conseiller fédéral que ce député socialiste et anti-militariste puise les informations utiles à sa mission.

La Gazette de Lausanne :

En France comme à Lausanne, comme à Genève sans doute, la retraite du chef du Département politique a été accueillie avec un soupir de soulagement. A tort ou à raison, M. Hoffmann n'était pas vu avec sympathie en France, on reconnaissait ses hautes capacités, sa force de travail, son intelligence claire, mais on lui reprochait son peu d'empressement à faire droit aux réclamations souvent anodines du gouvernement de la République. Au cours d'un récent voyage à notre frontière, nous avons pu nous rendre compte que M. Hoffmann était jugé avec une grande méfiance et nous avons entendu des réflexions de hautes personnalités françaises, qui nous laissèrent plus d'une fois songeurs. Sur quels faits était basée cette méfiance, nous ne le savons pas, mais il est indiscutable qu'elle existait et ne contribuait certes pas à favoriser nos relations entre la Suisse et la France.

La Suisse (Lucio Buggelli) :

L'Italie, depuis le début de la guerre, a un but précis : battre l'Autriche. Il faut donc considérer la proclamation albanaise, en même temps qu'une démarche propre à susciter l'affection et l'estime des Albanais comme un coup de bonne guerre contre l'ennemi. L'attitude de la diplomatie et des journaux alliés confirme la légitimité de cet acte.

Mais on pleure aussi à cause de l'occupation militaire de Janina. Deux mots seulement : il s'agit d'une mesure stratégique afin de défendre l'armée italienne qui combat en Albanie contre les attaques des bandes épirotes. D'ailleurs cette occupation a été opérée quelque temps après la consti-

tution de la république de Koritz et simultanément à l'exécution du plan de M. Jonnart.

Pour la Femme:

Chauny était un chef-lieu de canton, arrondissement de Laon, sur l'Oise et sur le canal de St-Quentin (à mi-chemin entre Noyon et La Fère, où sont encore les Allemands). Il comptait avant la guerre 10,500 habitants. Sa navigation fluviale était très active. La célèbre manufacture de glaces de St-Gobain assurait un travail régulier à la population.

A un tournant de route, soudain, le désastre se dresse, et l'on se demande si l'image que les yeux transmettent au cerveau est bien réelle... Partout, à perte de vue, les maisons se sont effondrées, obstruant les rues, amas informes de pierres et de ferraille, où l'on ne retrouve aucun vestige de mobilier, de la cave au grenier, tout avait été vidé au préalable.

Le Journal de Genève:

La nomination de deux commissaires suisses en Belgique permet à notre pays de collaborer directement, en une petite mesure, à une œuvre admirable, dont les Etats-Unis ont eu l'initiative: le ravitaillement de la Belgique...

... Le nombre des Belges dénués de toute ressource et obligés de vivre entièrement de charité s'élevait en février 1915 à un million 500,000. On estimait alors qu'au mois de juin il serait de deux millions et demi, soit plus du tiers de la population. En février, il fallait déjà dix millions par mois pour nourrir cette foule affamée.

C'est une œuvre magnifique à laquelle la Suisse n'a pu contribuer jusqu'ici que par des dons. Il est heureux qu'elle y prenne un intérêt plus direct.

* * *

St. Galler Tagblatt, 19.VI.17. — Ce qu'il faut faire:

Il ne reste maintenant rien d'autre à faire que de se serrer autour de la plus haute autorité du pays qui seule est placée de façon à embrasser entièrement les facteurs dont il fallait tenir compte. Sa décision sera mûrement réfléchie. Il s'agit d'y faire honneur. La dureté de ces années, les angoisses de notre vieille petite république au sein des colosses qui luttent entre eux, nous les sentons de la manière la plus grave et la plus amère. Mais nous sommes aussi inébranlablement convaincus qu'en fin de cause, ce que la volonté honnête, pleine de décision d'un homme d'Etat a fait dans l'intérêt de l'avancement de la paix doit servir à quelque chose de bien. Car il a la raison universelle et l'esprit de travail pacifique pour lui, cet esprit qui a trouvé en la personne du conseiller fédéral Hoffmann un propagateur plein de cœur, désintéressé et à la bonne place. Par sa coopération à la conquête de la paix universelle, coopération qui a en une issue si douloureuse pour le peuple suisse, l'homme d'Etat qui quitte le poste le plus important s'est acquis la chaude reconnaissance non seulement de son pays, mais de toute la culture humaine, même si la forme employée a pu donner lieu à une protestation de la part d'un groupe de puissances.

Vaterland, 19.VI.17. — Démission du conseiller fédéral Hoffmann:

En ces temps, les chemins de tout le monde cotoient de profonds abîmes, comme nous l'avons déjà dit dans notre feuille. Aujourd'hui, sans que nous eussions pu le croire possible, c'est l'homme que la confiance générale avait appelé au poste le plus élevé, comme étant un des premiers et des meilleurs, et qui avait gardé cette confiance sans faiblesse jusqu'à hier qui a dû en faire l'expérience. C'est amer et douloureux pour lui, douloureux, amer pour nous tous. Nous savons bien combien la voie que notre

pays doit suivre dans ces temps si difficiles est pleine de dangers et de soucis. Puisse-t-il, malgré les fautes et les erreurs du genre de celles dont nous venons d'être les témoins et qui ne sont pas impossibles, même dans les situations les plus élevées, puisse-t-il demeurer sain et sauf jusqu'à ce que l'ouragan qui passe sur le monde et gronde autour de notre maison soit enfin apaisé.

Neues Winterthurer Tagblatt, 20.VI.17:

Le conseiller fédéral Hoffmann a tiré la conséquence de sa faute; il ne convient pas de lui jeter la pierre. Mais autre chose s'impose, savoir ce qui va suivre. Il ne s'agit pas tant des suites internationales; car, comme on l'a dit hier, il faut espérer que la complication internationale sera résolue, grâce aux explications décidées du Conseil fédéral; les nouvelles manifestations populaires d'éléments exaltés n'y changeront rien sans doute. Mais une autre question se pose: qu'arrivera-t-il et qui lui succédera?

Berner Tagblatt, 22.VI.17. — La menace du journal anglais *Times*:

Le «*Times*» continue à nous menacer. Il parle d'une enquête exacte que l'Entente exigerait sur le cas Grimm-Hoffmann. Nous supposons que la Suisse ne se laissera pas sortir de son équilibre une seconde fois par un article du «*Times*». Toute la tempête en Suisse occidentale et dans le Tessin n'a été la suite que d'un court article du journal anglais et, jusqu'à ce jour, aucun gouvernement étranger n'a formulé la moindre plainte auprès du Conseil fédéral. Si l'on enquête, cela nous va, mais alors nous voulons aussi enquête pour savoir qui a intercepté la correspondance entre fonctionnaires suisses et l'a publiée.

On sait bien que toutes les grandes puissances cherchent à déchiffrer les télégrammes chiffrés des autres puissances passant par leurs lignes; elle ont d'habiles déchiffreurs à leur disposition. Elles savent donc le plus souvent ce que les autres ont l'intention de faire. Mais jusqu'ici, on regardait comme «*unfair*» (incorrect, inadmissible) de publier la correspondance ainsi dérobée au voisin. Mais c'est pourtant ce qui a été fait avec la dépêche Grimm-Hoffmann et nous avons le droit de nous plaindre de cette misérable action. Nous donc aussi, nous exigeons une enquête précise qui devrait commencer par Pétrougrade. Nous demanderons: Qui a détourné notre correspondance diplomatique et qui a commis le crime encore plus grave de la publier?

Berner Tagblatt, 23.VI.17. — Maquillage volontaire de la dépêche Hoffmann:

Tous les journaux parisiens arrivés hier, à l'exception du «*Journal des Débats*» ont omis la phrase importante suivante dans le télégramme Hoffmann: «*Je suis persuadé que si les alliés de la Russie le voulaient, l'Allemagne et ses alliés seraient prêts à entamer aussitôt des négociations de paix.*»

Neues Winterthurer Tagblatt, 23.VI.17. — Expiation!

Parmi les commentaires de presse d'hier, on a remarqué celui du «*Times*» qui en arrive à la conclusion que «*la simple perte d'un poste de conseiller fédéral ne suffit pas comme sanction dans l'incident international Grimm-Hoffmann. On ose espérer et on s'attend à ce que cette opinion de la feuille anglaise ne soit pas celle des cercles dirigeants; mais il est alors d'autant plus étonnant que des journalistes suisses sonnent du même cor, donnant parfois même le ton dans ce sens. Qu'on se rappelle les rapports sur les réunions de protestations «*welsches*» et qu'on lise quelques journaux de la Suisse française qui surpassent, non pas seule-*

ment aujourd'hui, mais déjà avant, les organes de la presse des pays de l'Entente. Parmi ces derniers, le journal de M. Clemenceau «L'homme enchaîné», déjà cité hier, regarde également l'expiation comme insuffisante; cette opinion suisse est aussi la sienne. On voit donc que les voix de certains journaux suisses ont déjà trouvé de l'écho¹.

¹ La «Tribuna» italienne affirme aussi sur la foi des commentaires de la Suisse occidentale, que le gouvernement Suisse pourra difficilement se soustraire à son devoir de donner à la Quadruple un exposé précis et immédiat sur cette affaire.

Vaterland, 23.VI.17. — La retraite de M. Hoffmann.

Après avoir rappelé la crise que nous traversons et qui aboutit à la retraite de M. Hoffmann, le journal ajoute:

Aujourd'hui encore, on a de la peine à comprendre comment une telle faute a été possible chez un homme de la trempe de M. Hoffmann; on ne peut l'expliquer qu'en admettant une «panne» momentanée du jugement peu ordinaire et de la diligence qui autrement distinguaient cet homme. Mais il n'y avait pas à s'arrêter longuement sur ce côté subjectif de l'affaire alors que des conséquences objectives graves et angoissantes menaçaient la politique intérieure. Il s'agissait d'agir et d'agir rapidement pour détourner ces conséquences. Et on a agité rapidement grâce au fait heureux que les conseils fédéraux étaient déjà réunis quand l'incident se produisit. M. Hoffmann a immédiatement offert sa démission qui devint un fait lorsque les représentants du peuple furent en général d'avis que cette démission était nécessaire. Elle s'est accomplie dans les 24 heures qui suivirent l'ouverture de la crise, de propos délibéré et personnel, avant que, comme on pouvait le prévoir, la psy-

chuse de la guerre ait pu souffler en tempête dans le pays et surtout avant que, comme on pouvait le craindre, une pression ait pu se faire sentir du dehors.

Neue Zürcher Zeitung, 24.VI.17. — La crise vaincue:

La politique de neutralité correcte a remporté la victoire avec une décision rapide sur tous les motifs humains d'atténuation, sur toutes les considérations d'activité, d'opinions, et de personnalité de l'homme d'Etat fautif. Cette unité se montrera aussi mardi prochain, lors de la nomination du successeur, si rien d'inattendu ne se produit.

On est surpris de rencontrer des idées pessimistes sur la situation. Le sort de l'homme d'Etat incriminé a quelque chose de tragique et on a l'impression que le «crucifiez-le» d'une partie de la population est par trop hâtif. Mais l'important est que toutes les dissensions ont abouti à «un» résultat sans pression du dehors et sans aucune crainte quelconque.

Ainsi la crise est vaincue. Sa solution démontre une unité réjouissante et il faut espérer qu'après ces terribles commotions de tous côtés, la confiance qui nous est si nécessaire par ces temps reprendra sa place parmi nous.

La Serbie, 24.VI.17:

L'attitude des députés slaves au parlement autrichien a scellé le sort de l'Autriche-Hongrie. Les manœuvres sont désormais inutiles. La vérité sur les aspirations et les desirs des peuples slaves en Autriche-Hongrie a jailli du parlement même autrichien, avec la force de la foudre qui s'est abattue d'abord sur le ministère Clam-Martinic.

SUÈDE

Stockholm Dagblad. (Résumé.)

La note de M. Wilson, adressée à la Russie, fut annoncée à grand fracas. L'examen de la note elle-même ne révèle que les phrases bien connues ayant déjà servi pour des milliers d'articles de journaux ententistes et que belligérants et neutres connaissent depuis longtemps. S'il est exact, comme l'écrit M. Wilson, que les phrases ne produisent aucun résultat, sa note à la Russie n'en donnera pas non plus. Il sera intéressant de voir comment la presse russe va l'accueillir. Bien qu'on ait là-bas un faible pour les belles phrases, l'envoi de notes semblera évidemment un bien petit concours. Des questions pratiques doivent être solutionnées par des moyens pratiques. La plupart de ceux qui, en Russie, liront la note ne seront pas plus avancés après qu'avant lecture.

Aitonblader. (Résumé.)

dit au sujet de l'abdication de Constantin, que l'Entente triomphe et que sa presse ne manquera pas de fêter le couronnement de la tragédie grecque comme un durable bienfait non seulement pour la Grèce et son peuple désespéré mais aussi pour l'humanité et la civilisation. Mais l'histoire jugera la politique de violence de l'Entente. Déjà actuellement apparaît comme une des plus noires hontes de ces temps le fait que les hommes d'état de l'entente cherchent à se représenter comme inspirés par des raisons d'une morale,

d'un idéal supérieurs alors qu'ils blasphèment insolemment les lois divines et humaines.

Dagens Nyneten. (Résumé.)

Si l'on compare ce qui se produit actuellement avec les garanties données par l'Entente lorsque des troupes furent débarquées à Salonique pour secourir la Serbie, et disant que la souveraineté et l'intégrité de la Grèce seraient respectées on a de nouveau un exemple de la façon dont les traités sont transformés en chiffon de papier lorsque les garanties y stipulées arrivent à gêner les intérêts des garants.

M. Branting est d'avis contraire.

Il approuve complètement les mesures prises par l'Entente et s'indigne de l'attitude des journaux qui osent les critiquer; il exprime sa joie que le nombre des amis de l'empereur d'Allemagne diminue chaque jour.

~~~~~

*Sauf avis contraire, donné spécialement pour chaque exception, les caractères employés sont les suivants:*

Pour les articles résumés;

Pour les articles cités ou traduits textuellement en tout ou partie.

# Internationale Rundschau

Revue Internationale

N° 7 — 1917

SOMMAIRE: Stockholm et la paix des peuples; Frédéric Adler et son acte; La paix séparée de la Russie.

*Prix: 80 cent.*

En vente dans les librairies et chez les éditeurs, ORELL-FUSSLI, ZURICH, Bäregasse, 6.

TAILLEUR POUR DAMES  
ET MESSIEURS

## S. GRUNBERG

36, RUE DU MARCHÉ, 36

GENÈVE

## 3 POINTS

sont à considérer lors de la remise d'une annonce devant atteindre son but:

- 1° **Rédaction de l'annonce**
- 2° **Composition efficace**
- 3° **Choix des journaux qualifiés**

Adressez-vous de confiance à  
la plus ancienne agence suisse

**Orell Füssli-Publicité**  
**Genève**

1 Rue du Commerce, . . . Angle Rue du Rhône

\*Pour simplifier votre commande, demandez nos imprimés qui vous seront remis gratuitement.

# AU RUBIS

Maroquinerie fine

Bijouterie

*Fantaisie*

GALLÉ DE NANCY

90, RUE DU RHONE, 90

## GENÈVE

## „Das Neue Europa“

„La Nouvelle Europe“

est le titre d'une Revue internationale des plus modernes (Zurich, Schweizer Druck- und Verlagshaus), que chacun devrait acheter et lire.

Prix de l'abonnement:  
Fr. 5.— par an seulement

En vente  
dans toutes les librairies

## Revue Diplomatique et Consulaire

ZURICH, Mühlebachstrasse, 166

*Spécimen gratuit. - Abonnement par an : 10 francs.*

**USINE GENEVOISE**  
DE  
**DÉGROSSISSAGE D'OR**  
**GENÈVE**

CHAUX-DE-FONDS - BIENNE - LYON - MARSEILLE

---

Vente, Achat et Affinage de Métaux précieux

---

Or, Argent, Platine, Nickel, Aluminium, Cuivre, Chryso, Laiton, etc.

Dégrossissages en tous genres  
pour l'Industrie horlogère, bijoutière, etc.

---

Poudre d'Argent fin pour Doreurs — Frappe de Médailles  
Jetons, Insignes, etc.

---

**ESSAI ET ACHAT**  
de Lingots,  
de Monnaies d'Or et d'Argent, etc.

---

**TRAITEMENT ET ACHAT**  
DE CENDRES  
DÉCHETS ET RÉSIDUS INDUSTRIELS, ETC.

---

**GRAND PRIX EXPOSITION NATIONALE SUISSE**  
**A BERNE 1914**

PRIX DE LA RIVE 1881 et 1911 — DIPLOME D'EXPOSITION ZURICH 1883

MÉDAILLE D'ARGENT, PARIS 1889 — MÉDAILLE D'OR, GENÈVE 1896